RAPPORT ANNUEL 2012

UNCDF
Microfinance • Capital Development

UN AN D'INNOVATION

Objectif : créer des perspectives de croissance solidaire dans les pays les moins avancés

TABLE DES MATIÈRES

Entretien avec le Secrétaire exécutif 4

À propos de l'UNCDF 8

PREMIER TRIMESTRE

Atteindre les marchés mal desservis au moyen de partenariats diversifiés et d'approches public-privé 16

Les nouveaux partenariats favorisent la croissance solidaire, le développement durable et l'efficacité de l'aide 19

Des partenariats pour renforcer les capacités des autorités locales et promouvoir des activités économiques favorables aux pauvres 21

Des partenariats public-privé pour une finance plus inclusive dans les régions éloignées ou à destination des jeunes 22

Un partenariat pour relever l'inclusion financière dans l'agenda mondial 26

DEUXIÈME TRIMESTRE

Des solutions financières aux défis mondiaux : pauvreté énergétique, changement climatique, sortie de conflits, genre et inégalités 28

Placer la durabilité et l'inclusion au cœur du programme de développement : participation de l'UNCDF à Rio+20 30

Investir dans la résilience aux changements climatiques 33

Développer la résilience dans un cadre post-conflictuel : étendre l'activité bancaire, soutenir le développement local, favoriser la stabilité économique locale 34

Accroître les chances pour tous : une nouvelle stratégie pour l'égalité des sexes 37

Aborder l'inégalité et la croissance solidaire dans le cadre de développement post-2015 39

TROISIÈME TRIMESTRE

Solutions innovantes pour un développement durable 40

Une nouvelle initiative en matière de paiement électronique favorise l'autonomie des populations pauvres en leur permettant d'effectuer une transaction à la fois 42

Promouvoir le développement local via la mobilisation novatrice des finances nationales 43

Un programme innovant visant à promouvoir la finance pour tous dans les îles du Pacifique 45

Le tout premier partenariat en matière de micro-assurance lancé aux Fidji et au Timor-Leste permet de préserver les moyens de subsistance 47

Soutenir la bonne gouvernance et la réforme administrative en République démocratique populaire lao 49

Nouvel outil pour un fonctionnement efficace de l'administration locale, présenté au Sommet Africités 51

QUATRIÈME TRIMESTRE

Efficience et efficacité : évaluation, transparence et gestion des connaissances 52

Efficacité des performances et souplesse des interventions au Népal 54

Communiquer sur les politiques et pratiques d'évaluation de l'UNCDF 55

Poursuivre l'engagement en faveur d'évaluations indépendantes 56

Très bonnes notes de l'UNCDF aux évaluations externes 57

Améliorer l'accès au « capital de connaissances » 58

Améliorer la transparence lors de la diffusion d'informations sur l'aide 59

Ressources 60

Financiers 63

Notes aux États financiers 65

ENTRETIEN AVEC LE SECRÉTAIRE EXÉCUTIF

Marc Bichler est devenu Secrétaire exécutif de l'UNCDF en novembre 2012. Il apporte à l'organisation sa longue expérience du développement et son intérêt particulier pour les pays les moins avancés (PMA). Ancien directeur de la Coopération au développement et de l'Action humanitaire au ministère des Affaires étrangères du Luxembourg, il a également été ambassadeur au Burkina Faso, au Mali et au Sénégal. Sous sa direction, la coopération au développement luxembourgeoise a mis en œuvre près de 85 % des programmes d'aide bilatéraux et multilatéraux financés par le gouvernement du Luxembourg, tout en gérant un portefeuille de plus de 300 millions d'euros.

Le titre de ce rapport annuel est « Un an d'innovation ». En quoi les travaux de l'UNCDF ont-ils été novateurs en 2012 ?

Le UN Capital Development Fund (UNCDF) a reçu un mandat sectoriel précis, l'inclusion financière et le financement du développement local, ainsi qu'un mandat financier unique. Notre mission est claire : réduire la pauvreté dans les 49 pays les moins avancés du monde. Cette activité se divise en deux grands domaines:

Les programmes de **financement du développement local** consolident la gestion des finances publiques afin d'améliorer les investissements consacrés aux infrastructures et la fourniture de services de base par les autorités locales. Ils permettent également de donner accès aux mécanismes de financement, au financement des projets et à l'assistance technique afin de soutenir les acteurs publics et privés locaux.

Les programmes de **finance inclusive** développent l'accès des populations pauvres et des petites entreprises à des services financiers tels que l'épargne, le crédit, l'assurance et les transferts de fonds.

Grâce à son expertise dans la finance inclusive et le financement du développement local, l'UNCDF contribue à la sécurité alimentaire, à la résilience au changement climatique, à l'accès aux énergies propres et à l'autonomisation économique des femmes et des jeunes.

Consciente du rôle capital de l'innovation dans l'avancement des objectifs du Millénaire pour le développement, l'UNCDF a lancé en 2012 plusieurs programmes globaux novateurs visant à promouvoir la croissance durable et solidaire des pays les plus pauvres du monde.

Nous avons rejoint la fondation Bill & Melinda Gates, Citi, la Fondation Ford, le réseau Omidyar Network, l'USAID et Visa Inc. afin de lancer la *Better Than Cash Alliance*, qui incite les pouvoirs publics, la communauté du développement et le secteur privé à recourir aux paiements électroniques

M. Marc Bichler, Secrétaire exécutif de l'UNCDF, intervenant lors de la séance d'ouverture de l'atelier de l'OCDE sur la croissance inclusive.
© OCDE

pour les programmes au profit des personnes vivant dans la pauvreté. Nous avons lancé l'*Initiative de financement local (LFI)* en Tanzanie et en Ouganda, un programme global original qui vise à débloquer les secteurs financiers intérieurs des pays en développement afin de financer les petites et moyennes infrastructures et les projets de transformation agricole nécessaires au développement du secteur privé et de l'économie au niveau local. Lors de la conférence Rio+20, l'UNCDF a lancé *CleanStart*, un nouveau dispositif mondial destiné à **développer l'accès à une énergie durable et bon marché, par l'intermédiaire de plans de financement appropriés**. En 2012, l'UNCDF a également renforcé son engagement en faveur du développement des régions sortant d'un conflit, dans lesquelles les autorités locales ont des difficultés à fournir des services. Il a notamment lancé un nouveau programme de gouvernance, l'*Initiative transfrontalière locale (LOBI)*, visant à accroître la stabilité économique et la sécurité des personnes dans les zones transfrontalières fragiles d'Afrique de l'Ouest.

La crise économique mondiale et les autres crises non financières ont aggravé la situation de nombreux pays en développement en 2012. Comment l'UNCDF a-t-il assumé sa mission de développement afin de promouvoir une croissance solidaire et durable dans les pays les moins avancés ?

La crise financière et les autres types d'obstacle au développement humain (guerres et conflits, violence armée, faible niveau de cohésion sociale, mauvaise gouvernance, corruption, etc.) sont tellement complexes qu'aucun acteur ne pourrait trouver de solution tout seul. Le savoir-faire et l'expertise d'un grand nombre de parties intéressées sont nécessaires pour remédier efficacement à ces problèmes. En nous associant à des partenaires qui partagent notre objectif d'éradication de la pauvreté et de développement durable, nous pouvons exploiter mutuellement nos avantages comparatifs.

Les partenariats multilatéraux sont une solution assez naturelle pour nous, car l'UNCDF est une agence spécialisée et très technique des Nations Unies. Pour notre organisation, l'approche multipartite est le meilleur espoir de relever des défis complexes. C'est un moyen d'organiser l'efficacité. En effet, on ne va jamais aussi loin que quand on avance à plusieurs. L'UNCDF *coopère* avec les gouvernements des pays bénéficiaires, les gouvernements donateurs, le PNUD et le système des Nations Unies, les institutions financières internationales, les fondations privées et le monde universitaire pour *apporter son avantage comparatif* là où il aura le plus d'impact sur l'ensemble des objectifs du développement.

La mission d'investissement de l'UNCDF, son orientation en faveur du développement économique et sa capacité à accorder des prêts, des garanties et des aides en font une organisation unique dans le système des Nations Unies et un partenaire naturel des grandes institutions financières du secteur privé. L'UNCDF cible les régions et les populations mal desservies et expérimente des approches qui seront reproduites à grande échelle par d'autres (Banque mondiale, secteur privé, etc.). Son « *capital catalyseur* » a permis de créer quelques-unes des institutions nationales de microfinance les plus fructueuses d'aujourd'hui et d'aboutir à une décentralisation et à des investissements communautaires plus efficaces dans plus de 40 PMA. C'est ce qui fait de l'UNCDF un acteur unique dans le système des Nations Unies et un partenaire naturel des grandes institutions financières du secteur privé. Selon une évaluation de l'UNCDF réalisée en 2008 par le gouvernement suédois, *« l'UNCDF devrait être considéré comme un acteur du développement qui ouvre la voie à d'autres. »*

Dans ce contexte, je pense qu'il est satisfaisant de constater le positionnement optimal de l'UNCDF en tant qu'organisation de taille modeste qui s'associe à d'autres pour exploiter les connaissances et les ressources et pour générer des résultats en matière de développement.

La forte croissance de l'UNCDF en termes de ressources complémentaires et d'exécution des programmes démontre que les partenaires sont de plus en plus nombreux à adhérer à notre démarche. En fait, il me semble que l'on observe depuis quelques années des changements institutionnels assez remarquables, dont les statistiques sont sans doute un des meilleurs témoignages.

En 2006, l'UNCDF était engagé dans 28 des pays les moins avancés. En 2012, ce nombre était passé à 36. En 2006, les revenus totaux de l'UNCDF s'élevaient à 22,3 millions de dollars, avancés par 20 donateurs. Les revenus totaux pour 2012 représentaient quelque 55 millions de dollars émanant de 36 donateurs différents, dont 10 millions de dollars (soit 17 %) proviennent de 6 grandes fondations et entreprises du secteur privé. C'est le meilleur niveau de revenus totaux atteint par l'UNCDF en plus de 20 ans.

En 2006, les dépenses totales de l'UNCDF s'élevaient à 29,8 millions de dollars, contre 50.5 millions de dollars en 2012. L'UNCDF a donc enregistré une croissance forte mais équilibrée ces dernières années, tant en termes de revenus que de dépenses. Cela nous permet d'être en bonne voie pour améliorer la situation des pays les moins avancés du monde.

Comment envisagez-vous l'avenir ?

Nos travaux se concentreront sur deux domaines importants : le financement du développement local et la finance inclusive. Cela permet d'anticiper le cadre de développement post-2015 et de continuer de poursuivre notre objectif ultime, qui est de faire disparaître les obstacles à l'accès des pauvres à des services financiers, sociaux et infrastructurels appropriés et suffisants, mais aussi d'exploiter pleinement les capacités de production.

Pour promouvoir la croissance solidaire, nous travaillons sur l'inclusion financière à trois niveaux. D'une part, pour mieux servir les êtres humains, nous aiderons les prestataires de services financiers à concevoir et à mettre à disposition des instruments financiers adaptés et la formation correspondante. D'autre part, dans le secteur financier, nous encouragerons une meilleure analyse des risques et fournirons des incitations à une meilleure gestion des risques. Enfin, au niveau des États, nous défendrons les secteurs de la finance inclusive, la combinaison d'une réglementation et d'une supervision adaptées, ainsi que la sensibilisation proactive d'autres secteurs pertinents pour l'inclusion financière, tels que la sécurité sociale et les télécommunications.

Notre travail en matière de gestion des finances publiques continuera d'améliorer la situation à l'échelle locale. L'UNCDF tend vers des mécanismes de financement plus efficaces, efficients et transparents, capables d'aider à la mobilisation de ressources essentielles pour les infrastructures et les services sociaux. En particulier, nous continuerons de nous intéresser à des projets infrastructurels conçus et mis en œuvre de manière propice aux activités rémunératrices, en plus de leur valeur intrinsèque et de leurs effets positifs potentiels sur le développement socioéconomique. Cette perspective pourrait susciter l'intérêt du secteur privé et des possibilités de partenariat public-privé. Par ailleurs, nous constatons qu'un nombre croissant d'acteurs du secteur privé intègrent le développement durable dans leurs arguments commerciaux. Avec un sens aussi aigu des effets positifs sur le plan social et en matière d'environnement, qui s'ajoute à la viabilité économique et à des retours financiers raisonnables, on peut s'attendre à des situations novatrices avantageuses pour tout le monde.

L'UNCDF continuera de défendre l'idée qu'**il n'y a pas de développement durable sans financement durable du développement** et de rechercher activement de nouvelles sources privées fiables de financement. C'est la raison pour laquelle, à la suite de la décision proposée et adoptée par le Conseil d'administration lors de sa réunion annuelle en juin 2012, l'UNCDF a annoncé le lancement d'un processus de consultation multipartite à la fin de l'année. Ce processus vise à recueillir l'opinion des parties prenantes sur les mesures que devrait prendre l'UNCDF pour assurer sa croissance tout en restant un partenaire de développement solide dans les pays les moins avancés.

Les parties prenantes ont été invitées à donner leur avis sur la manière d'accroître les contributions non affectées à un rythme permettant à l'UNCDF de répondre à la demande d'aide constante des pays les moins avancés.

Les discussions, qui se sont succédé pendant tout le printemps 2013 pour aboutir à la réunion annuelle du Conseil d'administration en juin 2013, ont porté sur des sujets tels que la valeur ajoutée de l'UNCDF dans les contributions à la croissance solidaire, l'avancement des OMD et l'émergence du cadre post-2015, l'intervention et l'impact de l'UNCDF ou encore l'avenir de l'organisation.

Le processus de consultation multipartite visait à entretenir des relations constructives avec nos partenaires. Nous l'avons conçu comme une série d'occasions d'expliquer les prochaines interventions de l'UNCDF aux partenaires que cela devrait concerner ou intéresser, et de découvrir comment ces partenaires extérieurs considèrent nos projets et les risques, les effets, les possibilités et les mesures d'atténuation qui en découlent. En écoutant les préoccupations et les commentaires des parties prenantes, l'UNCDF a engrangé de précieuses informations qui permettront d'améliorer nos résultats et, en définitive, l'efficacité des résultats en matière de développement.

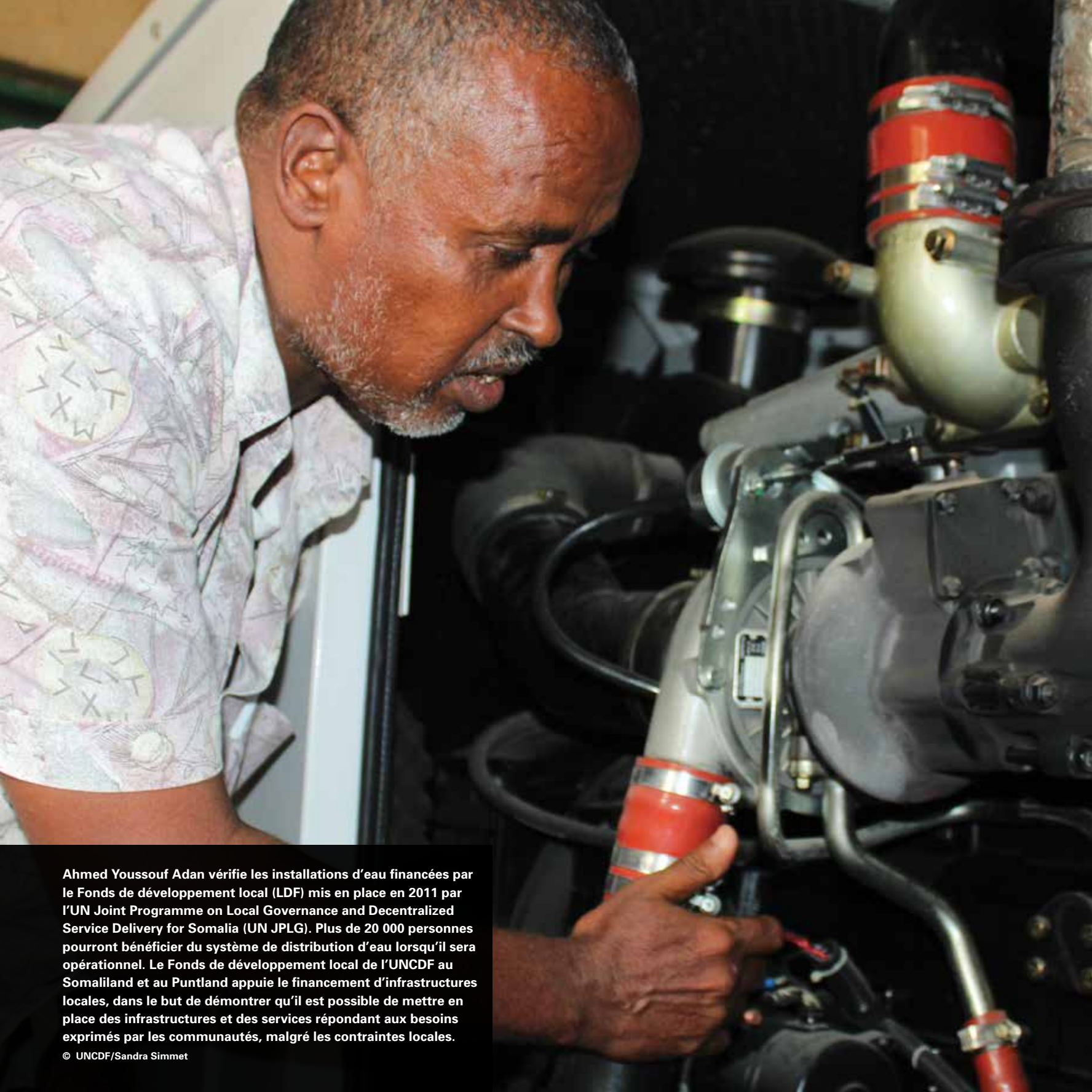
À PROPOS DE L'UNCDF

L'UNCDF (United Nations Capital Development Fund) est l'agence d'investissement des Nations Unies pour les 49 pays les moins avancés du monde (PMA). Il fait la promotion d'une croissance inclusive et durable en créant de nouvelles opportunités pour les personnes les plus démunies, les petites entreprises et les collectivités locales.

L'UNCDF se concentre sur l'Afrique et sur les pays les plus pauvres d'Asie, avec un engagement tout particulier auprès des pays qui émergent de conflits ou de crises. Il fournit un capital d'amorçage (par des subventions et prêts) et une assistance technique, qui se traduit par la mise en place de programmes de financement inclusif pour permettre aux institutions de microfinance d'atteindre davantage de ménages pauvres et de petites entreprises. L'assistance technique de l'UNCDF passe également par la mise en œuvre de programmes de financement du développement local afin de consolider les systèmes de gestion des finances publiques et d'améliorer les investissements consacrés aux infrastructures et la fourniture de services de base par les autorités locales.

Les programmes de l'UNCDF sont conçus comme des catalyseurs de flux d'investissements plus importants en provenance du secteur privé, de partenaires de développement et des gouvernements nationaux, afin d'agir comme des « moteurs » pour accélérer les progrès sur la voie de laréalisation des objectifs du Millénaire pour le développement.

Créé par l'Assemblée générale en 1966, l'UNCDF est une organisation autonome des Nations Unies affiliée au PNUD. Son siège se trouve à New York.



Ahmed Youssouf Adan vérifie les installations d'eau financées par le Fonds de développement local (LDF) mis en place en 2011 par l'UN Joint Programme on Local Governance and Decentralized Service Delivery for Somalia (UN JPLG). Plus de 20 000 personnes pourront bénéficier du système de distribution d'eau lorsqu'il sera opérationnel. Le Fonds de développement local de l'UNCDF au Somaliland et au Puntland appuie le financement d'infrastructures locales, dans le but de démontrer qu'il est possible de mettre en place des infrastructures et des services répondant aux besoins exprimés par les communautés, malgré les contraintes locales.

© UNCDF/Sandra Simmet

ATTEINDRE LES MARCHÉS MAL DESSERVIS AU MOYEN DE PARTENARIATS DIVERSIFIÉS ET D'APPROCHES PUBLIC-PRIVÉ

Pour résoudre les problèmes mondiaux présents et futurs, une vision commune est nécessaire, de même que des engagements et des efforts collectifs et concertés de la part de tous les acteurs concernés. Si l'innovation est essentielle pour relever les défis du développement durable, les partenariats sont la clé de l'innovation. Ces dix dernières années, les partenariats public-privé ont fourni un nouveau mécanisme permettant d'affronter ces défis et d'exploiter les compétences et les ressources du secteur privé et de la société civile afin de remplir les objectifs du développement durable.

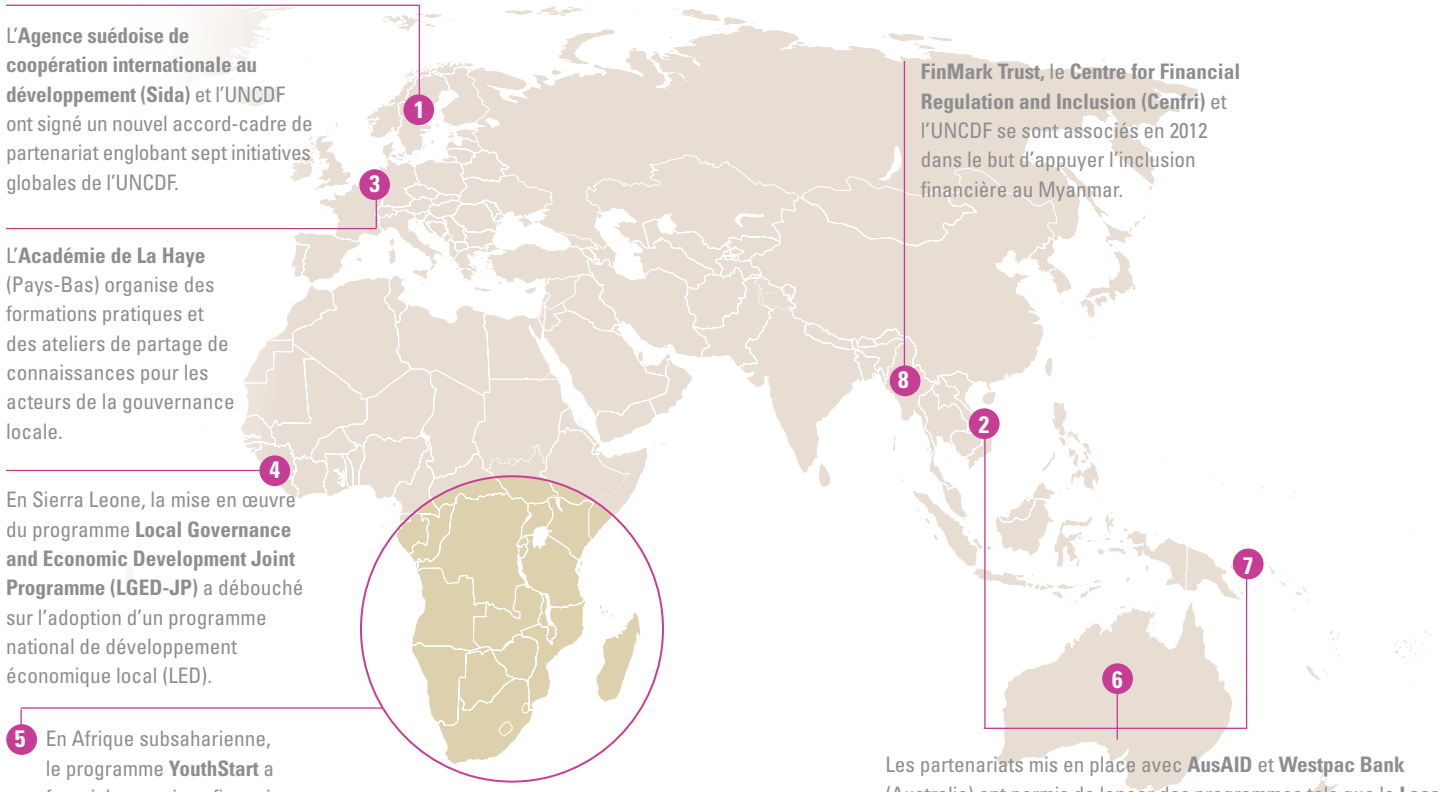
Chaque partenaire de développement possède des compétences et des ressources uniques à offrir pour relever les plus grands défis contemporains du développement. Les organismes d'aide bilatéraux et les fondations privées apportent les fonds et leur expertise en la matière. Les autorités locales et les membres des communautés fournissent une compréhension nuancée des atouts culturels qu'il est possible d'exploiter pour transformer ces défis en potentialités. Outre le financement, les entreprises insufflent leur expérience en termes de commercialisation, de logistique et de recherche et développement, ainsi que leur efficacité dans l'exécution et la gestion des projets. Les Nations Unies offrent un accès inégalé aux dirigeants et aux décideurs politiques, mais aussi, surtout, la possibilité de rassembler et de coordonner tous les acteurs du changement. Les organisations à but non lucratif possèdent la connaissance et l'expérience du terrain, mais aussi les ressources humaines locales qui permettent de veiller à ce que les services appropriés soient assurés avec intégrité. En combinant ces éléments, le résultat obtenu est nettement supérieur à la somme de toutes les parties.

Les partenaires de YouthStart ont fourni des services financiers à 113 525 jeunes et assuré l'éducation financière de près de 65 000 jeunes, dont 41 % de filles et de jeunes femmes.

Le programme Enhancing Access to Financial Services (EAFS): Building an Inclusive Financial Sector in Nepal soutient divers partenariats stratégiques (avec des compagnies d'assurance, des entreprises de transferts de fonds, des sociétés de crédit-bail, etc.), la mise en place de méthodes innovantes de livraison de produits (telles que l'expansion des réseaux de succursales dans les régions défavorisées, la mise en relation de groupes d'entraide, l'utilisation de technologies mobiles et le recours à des agents tiers) et la création de produits novateurs. Ce programme cible les groupes marginalisés et a pour objectif d'élargir leur accès aux services en créant des liens entre les prestataires de services financiers et les groupes d'épargne et de crédit.

© UNCDF/Ana Klincic Andrews

GROS PLAN



L'**Agence suédoise de coopération internationale au développement (Sida)** et l'UNCDF ont signé un nouvel accord-cadre de partenariat englobant sept initiatives globales de l'UNCDF.

L'**Académie de La Haye** (Pays-Bas) organise des formations pratiques et des ateliers de partage de connaissances pour les acteurs de la gouvernance locale.

En Sierra Leone, la mise en œuvre du programme **Local Governance and Economic Development Joint Programme (LGED-JP)** a débouché sur l'adoption d'un programme national de développement économique local (LED).

En Afrique subsaharienne, le programme **YouthStart** a fourni des services financiers à 113 525 jeunes et assuré l'éducation financière de près de 65 000 jeunes, dont 41 % de filles et de jeunes femmes.

FinMark Trust, le **Centre for Financial Regulation and Inclusion (Cenfri)** et l'UNCDF se sont associés en 2012 dans le but d'appuyer l'inclusion financière au Myanmar.

Les partenariats mis en place avec **AusAID** et **Westpac Bank** (Australie) ont permis de lancer des programmes tels que le **Laos Australia Rural Livelihoods Programme (LARLP)** et le **Programme du Pacifique pour l'accès aux services financiers (PFIP)**, axés sur la prestation de services financiers durables aux ménages à faibles revenus.

L'UNCDF est fermement convaincu du pouvoir des partenariats et de la collaboration pour réduire la pauvreté et faire progresser le développement humain durable. Il travaille en collaboration étroite avec ses États membres, le PNUD et le système des Nations Unies, des fondations privées, des multinationales de services financiers, des organisations de la société civile et le milieu universitaire afin de cerner, de concevoir et de mettre en œuvre des alliances qui démultiplient les effets de la promotion d'une croissance solidaire dans les pays les moins avancés (PMA).

En 2012, l'UNCDF a renforcé ses partenariats existants et conclu des accords avec de nouveaux partenaires. Ensemble, les partenaires de développement ont permis de soutenir les programmes de l'organisation et ses efforts pour créer de nouvelles perspectives. Ils ont contribué à l'avancement de questions vitales pour les pays les plus pauvres du monde. L'UNCDF est fier de ces partenariats qui participent à l'action mondiale en faveur de la réduction de la pauvreté et de l'accélération de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement.

Les nouveaux partenariats favorisent la croissance solidaire, le développement durable et l'efficacité de l'aide

Sept initiatives thématiques mondiales obtiennent des appuis

En début d'année, 1 l'**Agence suédoise de coopération internationale au développement (Sida)** et l'UNCDF ont signé un nouvel accord-cadre de partenariat englobant sept initiatives mondiales de l'organisation. La Suède, qui participait déjà largement aux ressources régulières de l'UNCDF, a ainsi enrichi son soutien d'une contribution supplémentaire visant à renforcer les travaux de l'UNCDF en matière de croissance solidaire et de développement durable.

En vertu du cadre de partenariat pour une croissance solidaire et un développement durable, la Suède soutiendra l'UNCDF dans son action pour accélérer la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement avec une contribution d'un montant total de 16,3 millions de dollars pour la période 2012-2015. À cet égard, elle collaborera à plusieurs initiatives mondiales novatrices de l'UNCDF, dont CleanStart, LoCAL (Local Climate Adaptive Living Facility), LFI (Local Finance Initiative), MAP (Making Access to Financial Services Possible) et MM4P (Mobile Money for the Poor).

L'UNCDF a conçu ces programmes globaux afin de répondre aux demandes d'aide des pays dans des domaines tels que le financement de l'adaptation au changement climatique, le financement d'infrastructures locales et le financement de l'accès à l'énergie. Conséquence naturelle de son expertise dans les services financiers et le financement du développement local, cette aide est un complément aux programmes de pays.

Le programme CleanStart de l'UNCDF, par exemple, soutenu par l'**Autriche**, la **Norvège** et la **Suède**, offre un modèle de financement durable qui permet de rendre l'énergie renouvelable plus accessible, notamment sur le plan financier, aux consommateurs à revenus faibles. Il prévoit d'améliorer l'accès à des fourneaux propres et économes, ce qui apportera aux pays en développement le triple dividende de la protection de l'environnement, de l'amélioration de la santé et du développement socioéconomique, avec des répercussions importantes à l'échelle locale et mondiale. Un fourneau économe produit environ une tonne de CO_2 de moins par an qu'un fourneau traditionnel, réduisant ainsi sensiblement les émissions de gaz à effet de serre.

L'UNCDF a remercié la Suède pour son appui dans la lutte contre les problèmes émergents des PMA. Parfaitement conformes à la stratégie de coopération thématique mondiale au développement de la Sida pour 2011-2014, les programmes globaux de l'UNCDF permettront à un grand nombre de familles pauvres et de micro et petites entreprises d'accéder, grâce à ce nouveau partenariat novateur, à des services sociaux et financiers durables à un prix abordable, à des énergies durables et à de nouvelles perspectives économiques, mais aussi d'améliorer leur résilience au changement climatique.

Cet accord-cadre pluriannuel novateur confirme un engagement commun en faveur des principes d'efficacité de l'aide définis à l'échelle internationale et de l'accélération de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement et des autres objectifs de développement internationaux.

⊕ Pour de plus amples informations sur CleanStart, voir www.uncdf.org/fr/cleanstart

Pour de plus amples informations sur LoCAL, voir www.uncdf.org/fr/local

Pour de plus amples informations sur l'LFI, voir www.uncdf.org/lfi

Pour de plus amples informations sur MAP, voir www.uncdf.org/fr/map

Pour de plus amples informations sur MM4P, voir www.uncdf.org/mm4p

En 2012, les programmes de financement du développement local de l'UNCDF ont permis de mobiliser trois à huit fois plus de ressources que les fonds d'origine investis par l'UNCDF : pour chaque dollar investi par l'UNCDF dans un projet spécifique, ses partenaires de développement et/ou les gouvernements nationaux en ont investi trois à huit.

Projets pilotes MAP et autres projets en RDP Lao

Le développement solidaire est également l'objectif d'un nouveau partenariat entre l'UNCDF et la **Banque asiatique de développement (BAsD)**, un des chefs de file mondiaux de la lutte contre la pauvreté en Asie et dans le Pacifique. En 2012, les partenaires ont décidé d'expérimenter le nouvel outil diagnostique MAP (Making Access Possible) de l'UNCDF, qui offre un cadre programmatique permettant de développer l'accès aux services financiers des particuliers et des micro et petites entreprises. En 2012, l'UNCDF a lancé des projets pilotes en Côte d'Ivoire, au Myanmar et en Thaïlande.

En 2012, l'UNCDF s'est également félicitée du soutien de 6 **l'Agence australienne pour le développement international, AusAID**, dans la mise au point et le lancement d'initiatives destinées à améliorer l'inclusion financière de 325 000 personnes en République Démocratique populaire lao. AusAID s'est associée à l'organisation dans le cadre du 8 **LARLP (Laos Australia Rural Livelihoods Programme),** un dispositif de subvention visant à renforcer la sécurité économique et la résilience des populations pauvres des zones rurales. Le programme fournit aux familles pauvres résidant en milieu rural, en particulier aux femmes, un accès plus large et solidaire à la protection sociale, aux services financiers, à des biens de production et à des moyens de générer des revenus.

⊕ Pour de plus amples informations sur le travail de l'UNCDF au Laos, voir www.uncdf.org/fr/lao-pdr

Rendre l'accès aux services financiers possible (MAP)

MAP est un outil diagnostique et une initiative multinationale destinée à soutenir l'inclusion financière. Grâce à un procédé holistique et intégré avec consultations multipartites, il vise à élaborer des feuilles de route nationales de l'inclusion financière qui recensent les principaux facteurs et les actions recommandées.

L'initiative dépasse les perspectives étroites dictées par l'offre pour s'ouvrir à la vision plus large de l'écosystème financier. Grâce à une compréhension détaillée de la demande, elle favorise l'innovation au niveau des produits et l'exploration de modèles économiques mieux adaptés à la demande. Elle admet également la nécessité de règles efficaces pour gérer le système et de fonctions d'appui telles que des bureaux de crédit et des systèmes de paiement. En outre, l'initiative reconnaît la diversité des soutiens et des fournisseurs à intégrer dans le processus. MAP est un processus très intégré du point de vue des parties prenantes, qui aboutit à une vision plus holistique et à une action mieux coordonnée de la part de l'État et du secteur industriel afin d'améliorer l'inclusion financière et, en fin de compte, de permettre aux pauvres de bénéficier davantage des marchés.

Conçu par l'UNCDF avec le concours de FinMark Trust et du Centre for Financial Regulation and Inclusion (Cenfri), le cadre MAP vise à devenir un bien public, capable de faire progresser l'agenda mondial de l'inclusion financière. Le partenariat s'appuie sur l'expérience des institutions concernées dans le domaine du développement de l'inclusion financière, en combinant leurs forces respectives en matière de mise en œuvre, d'analyse de la demande primaire et de formulation de diagnostic.

⊕ Pour de plus amples informations sur MAP, voir www.uncdf.org/map

Collecte de données via MAP au Myanmar

Un nouveau partenariat de soutien à l'inclusion financière au Myanmar a été lancé en 2012, réunissant **FinMark Trust,** 8 **Centre for Financial Regulation and Inclusion (Cenfri)** et l'UNCDF. Les partenaires commenceront par créer une base de données, particulièrement utile pour des plaidoyers fondés sur des faits et la planification nationale.

L'accès aux services financiers est extrêmement limité dans l'Union du Myanmar. Les informations fiables sur le secteur financier et les besoins en services financiers font défaut, dressant un obstacle de taille à la conception d'une stratégie avisée et efficace en faveur du développement du secteur financier et de l'inclusion financière. Le gouvernement du Myanmar a récemment établi l'amélioration de l'accès financier pour les microentreprises et les ménages pauvres et à faibles revenus comme une priorité de développement national.

En mai 2011, le président du Myanmar a constitué un groupe de travail interministériel de haut niveau sur le développement de la microfinance, puis, la même année, la Banque centrale du pays a adopté une loi sur la microfinance qui a défini un cadre institutionnel permettant de développer l'accès aux services financiers des microentreprises et des ménages pauvres et à faibles revenus. Parfois désignée sous le terme de microfinance, l'inclusion financière est placée au cœur de l'action pour le développement et bénéficie du soutien politique unanime des autorités constituées et de la Ligue nationale pour la démocratie.

Le programme MAP (Making Access to Financial Services Possible) de l'UNCDF se fonde sur ces besoins fondamentaux en matière de développement pour poursuivre l'inclusion financière. Il s'appuie sur l'expertise et l'expérience acquises dans d'autres pays dans des circonstances analogues. Il n'est cependant qu'une facette du soutien apporté par l'UNCDF et par les précieux partenaires qui œuvrent pour développer l'inclusion financière au Myanmar.

⊕ Pour de plus amples informations sur le travail de l'UNCDF au Myanmar, voir www.uncdf.org/myanmar

Des partenariats pour renforcer les capacités des autorités locales et promouvoir des activités économiques favorables aux pauvres

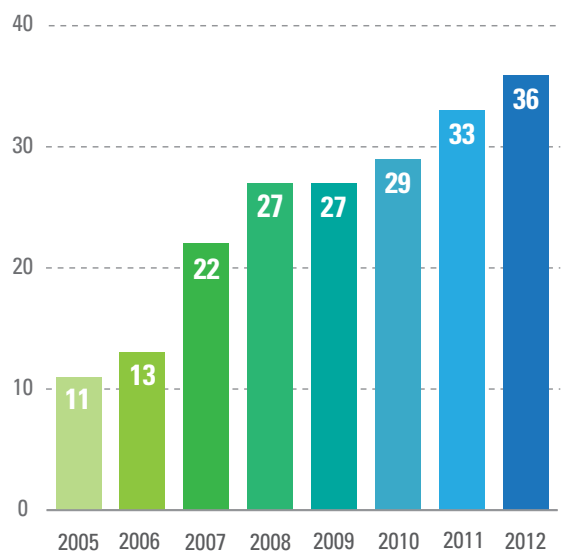
Dans un grand nombre de pays en développement, les connaissances locales, la planification, le suivi et la mise en œuvre font l'objet d'une attention accrue dans le but de réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Les stratégies et les plans nationaux sont cruciaux pour y parvenir, mais les politiques descendantes ont leurs limites et celles qui s'adressent à des secteurs précis sont souvent incapables de gérer des complexités et des interdépendances plus faciles à percevoir au niveau local.

L'UNCDF vise à consolider la gestion des finances publiques et à améliorer les investissements consacrés aux infrastructures et la fourniture de services de base par les autorités locales. Pour cela, il s'attache à soutenir la décentralisation, à renforcer les capacités des autorités locales, à consolider la gestion des finances publiques et les investissements et à promouvoir l'innovation et la mobilisation de revenus autonomes.

Formations sur la bonne gouvernance locale

Un nouveau partenariat a été conclu en 2012 avec 3 l'**Académie de La Haye pour la gouvernance locale**, qui a accepté de collaborer avec l'UNCDF afin de renforcer la gouvernance locale au moyen de formations qui développeront les capacités de décentralisation, la bonne gouvernance, l'accès aux services sociaux de base, le dialogue public et la responsabilisation. L'Académie, qui se trouve aux Pays-Bas, organise des formations pratiques et des échanges de connaissances pour les personnes concernées par la gouvernance locale. Elle offrira des formations génériques au personnel de l'UNCDF et des formations adaptées au contexte ou aux besoins de la région aux fonctionnaires des

NOMBRE DE SOURCES DE FINANCEMENT



pays les moins avancés (PMA). Des formations de formateurs aideront à optimiser l'impact de la formation et donneront aux ressortissants des PMA les moyens de diffuser les connaissances acquises dans leur pays.

Renforcement des conseils locaux en Sierra Leone

En 2012, l'UNCDF s'est également associé au **PNUD** et à l'**Agence canadienne de développement international (ACDI)** en Sierra Leone pour renforcer la capacité des autorités locales à promouvoir des activités économiques favorables aux pauvres et à initier des investissements public-privé dans les secteurs de production clés. Dans le cadre du 4 **Programme commun pour la gouvernance locale et le développement économique (LGED-JP),** l'UNCDF, avec le concours du PNUD et le soutien d'autres partenaires, vise à développer le bien-être socioéconomique à l'échelle locale. S'appuyant sur la politique de décentralisation du gouvernement sierra-léonais, la programmation en faveur du développement économique local (DEL) soutient la création de richesses locales, l'élargissement des perspectives d'emploi et l'amélioration de la productivité économique et de la fourniture de services. Les autorités locales assurent un point d'entrée au programme qui permet d'établir des liens efficaces avec les politiques de gouvernance plus larges et qui inscrit le développement économique local dans les cadres de budget et de planification participative aussi bien à l'échelle nationale que locale.

En 2012, le programme a obtenu d'importants résultats, notamment la présentation de l'approche et de la méthodologie DEL au gouvernement sierra-léonais, qui a conduit au lancement d'une conférence nationale sur ce sujet organisée par le vice-président de la Sierra Leone, au cours de laquelle a été adopté un Agenda national pour le développement économique local. Le programme a également soutenu beaucoup d'activités avec les conseils locaux, qui sont le seul niveau de gouvernance locale en Sierra Leone. Les plans de développement des conseils locaux ciblés ont été examinés, puis employés dans une méthodologie ascendante de budget et de planification participative qui a permis d'intégrer les fonctions et les investissements DEL. Les conseils locaux ont ensuite sélectionné les secteurs et les projets prioritaires pour l'investissement dans le développement économique local. Le programme a également appuyé des études de faisabilité afin d'obtenir des informations précises pour les conseils qui devaient sélectionner les investissements en fonction de leur viabilité.

Les travaux de cartographie entrepris en 2012 pour le développement socioéconomique local des conseils ciblés ont fourni des données et des informations claires et exhaustives sur les perspectives, les atouts, les faiblesses, les risques et les recommandations existants et potentiels en matière de développement économique. Grâce à ces travaux, les conseils locaux peuvent désormais prendre des décisions éclairées concernant les domaines à exploiter et les parties prenantes à rencontrer pour accélérer le développement socioéconomique.

Cinq projets DEL ayant reçu des subventions spécifiques ont été achevés par les conseils en 2012.

Des accords de partenariat public-privé ont été conclus par les conseils locaux avec le secteur privé afin de soutenir des activités locales génératrices de revenus. Neuf contrats de partenariat public-privé ont été signés en 2011 et en 2012 dans des domaines tels que la sécurité alimentaire, l'éducation et la formation professionnelle, le tourisme et l'accueil, les services de proximité et les infrastructures de marché.

⊕ Pour de plus amples informations sur le travail de l'UNCDF en Sierra Leone, voir www.uncdf.org/sierra-leone

Des partenariats public-privé pour une finance plus inclusive dans les régions éloignées ou à destination des jeunes

Des services bancaires en magasin dans les îles Salomon

Dans les îles Salomon, les régions éloignées ont longtemps été privées d'un accès à des produits et services financiers adaptés, malgré une forte demande. En 2012, l'UNCDF a favorisé un partenariat public-privé avec la 6 **banque australienne Westpac** afin d'ouvrir des services bancaires dans les commerces, en partenariat avec les autorités de la province regroupant les îles centrales.

Les services bancaires en magasin de Westpac ont été mis en place en 2012 dans la petite île de Tulagi, avec le soutien

de deux programmes : MicroLead, initiative de l'UNCDF en collaboration avec la fondation Bill & Melinda Gates, et le Programme de Finance inclusive au Pacifique (PFIP), programme commun de l'UNCDF, AusAID, l'UE-ACP et du PNUD qui soutient l'accès des ménages à revenus faibles à des services financiers durables dans tout le Pacifique. C'est le premier service de ce genre dans les îles Salomon.

Des services financiers destinés aux jeunes

Les jeunes font l'objet d'une autre action d'inclusion financière menée par l'intermédiaire d'un partenariat public-privé. L'UNCDF et **La Fondation MasterCard** ont mis en place le projet YouthStart pour aider de solides prestataires de services financiers à développer, tester et commercialiser à grande échelle des produits financiers destinés aux jeunes, notamment en matière d'épargne, et des services non financiers tels que l'éducation financière ou l'éducation en matière de santé reproductive.

Avec YouthStart, l'UNCDF veut démontrer que les jeunes ayant accès à une panoplie adéquate de services financiers et non financiers sont mieux armés pour prendre des décisions financières éclairées, acquérir des actifs financiers, sociaux et humains pour leur avenir et produire des moyens de subsistance durables. En même temps, les services

Un partenariat public-privé à l'origine de services bancaires à Tulagi, dans les îles Salomon

Jusqu'à une époque récente, les résidents de Tulagi devaient quitter l'île pour déposer un chèque ou retirer de l'argent. D'une population de 1 200 habitants, Tulagi se situe au centre de la province regroupant les îles centrales. Des tensions politiques ont provoqué la baisse des revenus liés au tourisme, mais les investissements privés dans la construction navale insulaire portent la promesse d'une revitalisation du secteur privé. L'accès aux services financiers était inexistant depuis la fermeture du seul distributeur de billets de Tulagi en 2011.

En juillet 2012, un partenariat public-privé a lancé des services bancaires en magasin à Tulagi, permettant aux détenteurs d'un compte bancaire d'accéder à leur argent au moyen d'un terminal EFTPOS (transfert électronique de fonds sur le point de vente). L'initiative, menée à bien par la banque australienne Westpak, a reçu le soutien du programme MicroLead de l'UNCDF et du Programme du Pacifique pour l'accès aux services financiers.

Les détenteurs de comptes bancaires peuvent consulter le solde de leur compte, retirer ou déposer de l'argent, transférer des fonds entre des comptes, régler des factures lorsque clients et créanciers adhèrent au système de paiement Bill Pay, payer d'autres clients de Westpac et imprimer des mini-relevés de transactions récentes. La banque a offert aux clients potentiels une séance de formation pour leur apprendre à ouvrir un compte bancaire et à gérer leur argent. Elle a également formé les fonctionnaires du Trésor local au fonctionnement des services EFTPOS et devrait publier en pidgin, la langue locale, un manuel sur les services bancaires qui sera utilisé dans une série d'ateliers d'éducation financière.

En 2012, plus de 400 habitants de Tulagi, soit le tiers de la population, ont ouvert des comptes bancaires dont ils peuvent désormais profiter grâce à ce système de services bancaires en magasin. Les habitants pourront déposer et retirer de l'argent, régler leurs factures, consulter leur solde et obtenir un mini-relevé tout en faisant leurs courses. Avec ce service, les clients peuvent aussi payer leurs achats par carte au lieu de porter l'argent sur eux. Cela permet aux commerces locaux d'attirer davantage de clients. Avantageux à la fois pour les clients et les commerçants, le système peut aider la communauté locale à prospérer.

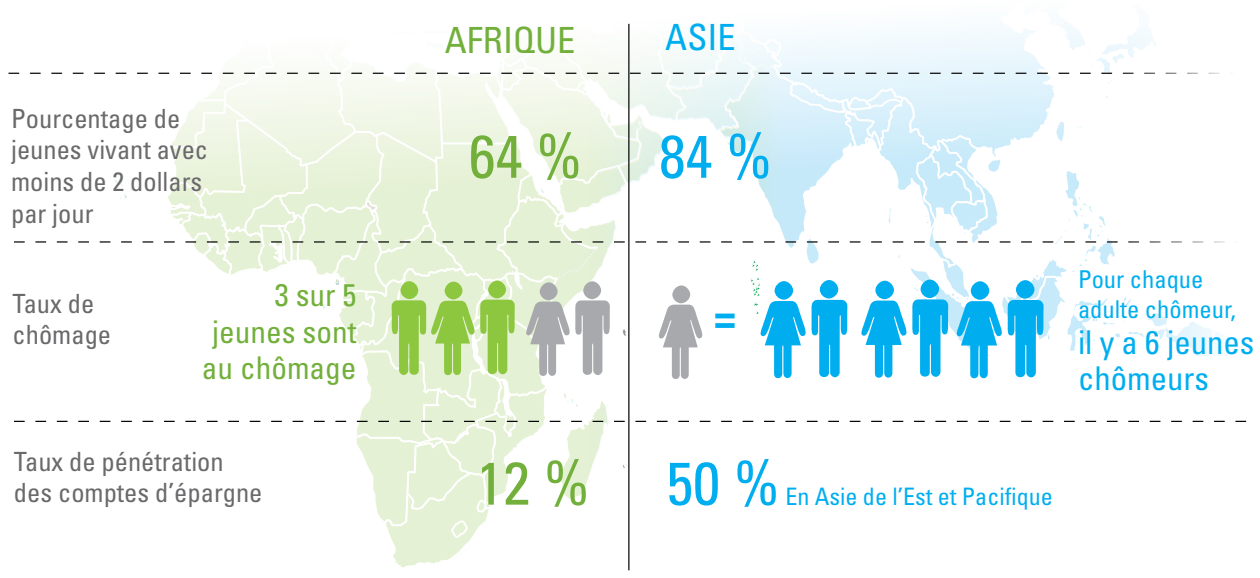
⊕ Pour de plus amples informations sur le travail de l'UNCDF dans les îles Salomon, voir www.uncdf.org/solomon-islands
Pour de plus amples informations sur MicroLead, voir www.uncdf.org/fr/microlead
Pour de plus amples informations sur le PFIP, voir www.uncdf.org/pfip et www.pfip.org

financiers destinés aux jeunes contribuent à développer la pénétration et la pérennité des prestataires de services financiers.

YouthStart reconnaît que peu de prestataires de services financiers offrent leurs services aux jeunes, en raison de restrictions légales, du coût élevé des transactions et de stéréotypes négatifs. Les jeunes sont souvent considérés comme un marché dangereux du fait de leur mobilité, de leur apparente volonté de prendre des risques et de leur désir perçu de dépenser leur argent sur des coups de tête. Pourtant, l'accès à des actifs financiers et sociaux est un facteur incontournable pour aider les jeunes à prendre leurs propres décisions économiques et à échapper à la pauvreté. En offrant aux jeunes des services financiers, que ce soit un endroit sûr pour leur épargne ou un prêt dûment structuré pour investir dans une entreprise ou des études, il est possible de promouvoir l'entreprenariat et l'acquisition d'actifs et de favoriser les moyens de subsistance durables. La composante financière est d'autant plus efficace chez les jeunes lorsqu'elle s'accompagne d'une formation à

De nouveaux titulaires de comptes d'épargne jeune chez Amhara Credit and Savings Institution brandissent fièrement leurs livrets bancaires. Cette institution éthiopienne de crédit et d'épargne a développé un service financier pour les jeunes dans le cadre du programme YouthStart de l'UNCDF, qui vise à mettre à la portée de 200 000 jeunes d'Afrique subsaharienne des services financiers et non financiers, en particulier
des services d'épargne et d'éducation financière.
© UNCDF/Laura Munoz

LES JEUNES EN AFRIQUE ET ASIE



POURQUOI S'INTÉRESSER AUX JEUNES ?

90 %

Un tiers de la population mondiale est âgé de moins de 19 ans et 90 % des jeunes vivent dans un pays en développement.

70 %

Sur les 130 millions de jeunes déscolarisés dans le monde, 70 % sont des filles.

35 %

35 % des habitantes des pays en développement âgées de 20 à 24 ans sont obligées de se marier dans leur enfance.

♀ ♂

Le taux de chômage des jeunes femmes est systématiquement supérieur à celui des jeunes du sexe opposé.

33 % **44 %**

Les jeunes ont 33 % de chances en moins que les adultes de posséder un compte épargne et 44 % de chances en moins d'épargner dans une institution officielle.

l'entreprenariat et d'une éducation financière, mais aussi de possibilités de mentorat.

En 2012, YouthStart a continué d'apporter aux dix prestataires de services financiers participants dans huit pays d'Afrique subsaharienne des formations et une assistance technique dans les domaines de la microfinance pour les jeunes, du développement des jeunes, de l'intégration des services financiers et non financiers et de la protection des jeunes clients. L'UNCDF a également accueilli huit réunions multipartites afin d'entamer des dialogues nationaux et de lever les obstacles à l'accès des jeunes aux services financiers au Burkina Faso, en Éthiopie, au Malawi, en Ouganda, en République démocratique du Congo, au Rwanda, au Sénégal et au Togo. Grâce aux tests pilotes organisés entre le lancement du programme en 2010 et 2012, ces partenaires de YouthStart ont fourni des services financiers à 113 525 jeunes et assuré l'éducation financière de près de 65 000 jeunes, dont 41 % de filles et de jeunes femmes.

⊕ Pour de plus amples informations sur YouthStart, voir www.uncdf.org/fr/youthstart

En République démocratique du Congo, les filles seront mieux préparées pour prendre des décisions éclairées sur les questions d'argent, se constituer un actif et créer des moyens de subsistance durables. C'est du moins l'objectif de YouthStart, qui fait la promotion de produits financiers pour les jeunes, notamment des services d'épargne et d'éducation financière. Ces derniers sont fournis par le biais de FINCA RDC, institution de microfinance partenaire de YouthStart. L'UNCDF a lancé YouthStart en 2010 avec l'aide de The MasterCard Foundation. En 2012, il a travaillé avec dix prestataires de services financiers et organisé des réunions multipartites dans sept pays.

© UNCDF/FINCA DRC

À Jakarta, en Indonésie, la reine Máxima des Pays-Bas a rencontré des jeunes femmes participant à un programme de formation lancé par le gouvernement et destiné aux employées de maison ayant trouvé un emploi à l'étranger. Pendant deux semaines, elles ont été initiées à la gestion des finances personnelles et ont appris comment établir un budget, épargner et utiliser des outils tels que les guichets automatiques et les services de transferts de fonds.

© Amina Tirana

Un partenariat pour relever l'inclusion financière dans l'agenda mondial

En 2012, l'UNCDF a poursuivi son étroite collaboration avec **l'Avocate spéciale du Secrétaire général pour la Finance inclusive pour le développement (UNSGSA), Sa Majesté la reine Máxima des Pays-Bas,** encourageant son action en hébergeant le bureau de l'UNSGSA au siège de l'UNCDF à New York.

Le Rapport annuel 2012 de l'UNSGSA au Secrétaire général des Nations Unies présente les activités de la reine Máxima[1] en tant que porte-parole et premier défenseur mondial du rôle capital des services financiers dans l'allègement de la pauvreté, la promotion d'une croissance économique équitable et la poursuite de divers objectifs de développement, parmi lesquels la durabilité, la sécurité alimentaire, la salubrité de l'eau, la santé et l'éducation universelle.

Selon le rapport annuel, « aujourd'hui, près du tiers de la population mondiale, majoritairement des pauvres, a du mal à survivre sans services financiers de base tels que l'épargne, l'assurance et le crédit[2]. L'Avocate spéciale du Secrétaire général sensibilise l'opinion sur cette situation et attire l'attention sur la manière dont l'inclusion financière aide les familles et les entrepreneurs à générer des revenus, gérer leur trésorerie, acquérir des actifs, investir dans des opportunités et développer leur résilience face aux revers. Les actions de plaidoyer et les approches novatrices s'enracinant, les sociétés, les praticiens et les décideurs politiques sont de plus en plus attentifs aux besoins des populations ayant peu ou pas accès aux services bancaires dans le monde.

Le G20 a ainsi élevé l'inclusion financière au rang des priorités politiques mondiales dans le cadre de sa réponse à l'instabilité financière actuelle et de ses efforts pour stimuler le développement économique. En tant qu'Avocate spéciale du Secrétaire général et Présidente d'honneur du Partenariat mondial pour l'inclusion financière du G20, la reine Máxima a hiérarchisé ses activités cette année afin de contribuer à renforcer la volonté politique et à forger des résultats durables lors du sommet des dirigeants du G20 à Los Cabos, au Mexique. À cette occasion, 17 pays se sont engagés à créer des plateformes de coordination transversales et des stratégies nationales dans le cadre du "Programme du G20 d'apprentissage par les pairs en matière d'inclusion financière" afin d'apporter les avantages des services financiers à plus de 700 millions de personnes et à des millions d'entreprises. De même, les organismes internationaux de normalisation financière prennent de plus

1 Le 30 avril 2013, la princesse Máxima est devenue la reine Máxima à la suite de l'investiture de son mari en tant que roi des Pays-Bas.

2 2,5 milliards d'adultes n'ont pas accès à des services financiers officiels. *Base de données de la Banque mondiale sur l'accès aux services financiers (Findex), avril 2012.*

en plus en considération l'inclusion financière dans leurs recommandations et leurs directives.

Afin d'aider à traduire ces engagements en action, l'Avocate spéciale du Secrétaire général exhorte les parties concernées à développer et à assurer des services financiers adaptés aux personnes et aux petits entrepreneurs qui n'ont pas accès pour l'instant aux circuits et aux produits traditionnels. Elle les incite à se renseigner sur les besoins des clients et sur l'impact de l'inclusion financière afin de formuler des produits et des politiques efficaces qui contribueront également à l'avancement désiré des finalités du développement. En particulier, à présent que les services deviennent plus accessibles, l'Avocate spéciale du Secrétaire général souligne l'importance de finances responsables et de l'éducation financière pour aider les clients à faibles revenus à atteindre leurs objectifs.

Le mouvement prend de l'ampleur, mais le point de non-retour n'est pas encore atteint. Le plaidoyer est donc plus que jamais nécessaire, car des changements à long terme sont nécessaires pour réaliser l'inclusion financière. »

⊕ Pour de plus amples informations et pour accéder au Rapport annuel complet de l'UNSGSA, voir www.unsgsa.org

Placer les clients au cœur de l'inclusion financière est la seule façon d'accomplir notre objectif essentiel : exercer un impact sur la vie, les moyens de subsistance et le bien-être des personnes.

Sa Majesté la reine Máxima des Pays-Bas, Avocate spéciale du Secrétaire général pour la Finance inclusive pour le développement

DES SOLUTIONS FINANCIÈRES AUX DÉFIS MONDIAUX : PAUVRETÉ ÉNERGÉTIQUE, CHANGEMENT CLIMATIQUE, SORTIE DE CONFLITS, GENRE ET INÉGALITÉS

Les défis mondiaux gagnent en ampleur et en urgence. Ceux de longue date, à savoir les crises alimentaires, les maladies et la pollution environnementale, continuent de nuire et de détruire, exacerbés par la conjoncture mondiale actuelle. Le réchauffement planétaire et les changements climatiques affectent l'ensemble de la planète. La libre circulation des personnes et des marchandises favorise la propagation des maladies dans le monde entier et accroît la pression exercée sur les biens publics mondiaux.

Les conflits, la pauvreté énergétique et les changements climatiques, défis mondiaux d'une grande complexité, sont plus difficiles encore dans les pays les moins avancés, où l'UNCDF concentre ses interventions. L'UNCDF favorise des démarches de financement novatrices comportant des solutions concrètes.

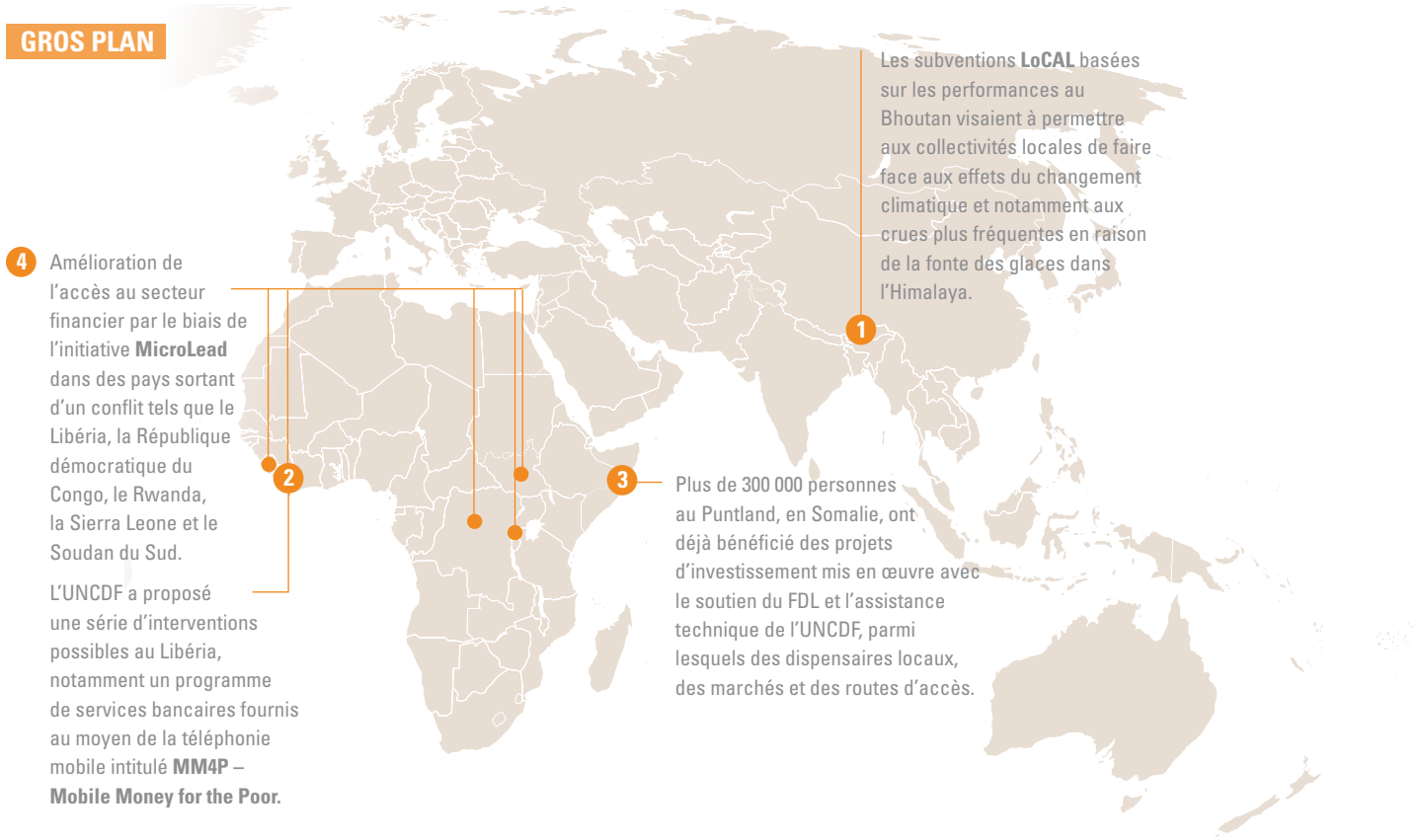
Reconnaissant que la durabilité environnementale est essentielle à la sauvegarde de l'écosystème planétaire ainsi qu'à la construction de la paix et de l'équité dans le monde, l'UNCDF a renforcé son engagement en établissant un ordre du jour en matière de solutions de financement novatrices et respectueuses de l'environnement pour relever les défis du développement humain. En 2012, à l'occasion de Rio+20, l'UNCDF a lancé Cleanstart, dispositif mondial destiné à accroître l'accès à une énergie durable et abordable, à l'aide de plans de financement appropriés. L'UNCDF a également poursuivi son initiative pilote LoCAL (Local Climate Adaptive Living Facility), véhicule novateur pour aiguiller le financement de la lutte contre les changements climatiques vers les collectivités locales qui sont les premières concernées.

La lutte contre les inégalités est l'une des questions transversales se trouvant au cœur de la mission de l'UNCDF.

Le Niger, pays où l'agriculture et la sécurité alimentaire sont menacées par le changement climatique, a pris des mesures en 2012 pour promouvoir le développement local dans les zones transfrontalières, rejoignant ainsi la Côte d'Ivoire, le Burkina Faso et le Mali, partenaires régionaux clés en Afrique de l'Ouest pour le lancement d'une initiative de l'UNCDF. L'objectif de l'initiative Local Cross-Border Initiative (LOBI) est de promouvoir la stabilité économique et la sécurité humaine.

© UNCDF/Katiella Mai Moussa

GROS PLAN



Cette année, l'UNCDF a renforcé son engagement en faveur d'un développement positif dans les régions en situation post-conflictuelle, où les collectivités locales ont du mal à assurer les services. Il a lancé un nouveau programme de gouvernance, LOBI (Local Cross-Border Initiative), dans le but d'améliorer la stabilité économique et la sécurité humaine dans les zones transfrontalières instables d'Afrique de l'Ouest. L'UNCDF a également œuvré en faveur des services bancaires mobiles au Libéria, et élargi l'accès au secteur financier à travers l'initiative MicroLead dans les pays en situation post-conflictuelle.

La première stratégie de l'UNCDF en faveur de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes (GEEW) a été approuvée en 2012. Il s'agit d'une feuille de route pour l'intégration du genre dans chaque domaine thématique de nos travaux, aux niveaux mondial et national.

Placer la durabilité et l'inclusion au cœur du programme de développement : participation de l'UNCDF à Rio+20

Partage de l'expérience et des compétences de l'UNCDF

Rio+20, la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, marquait le 20e anniversaire du sommet de la Terre de 1992. Elle renouvelait l'engagement international en faveur du développement durable au plus haut niveau, en abordant deux questions clés : comment bâtir une économie verte pour réaliser un développement durable et sortir les populations de la pauvreté ? Comment améliorer la coordination internationale en matière de développement durable ?

L'UNCDF a participé de manière intensive à l'événement, préconisant un modèle de développement qui place la

durabilité et l'inclusion au cœur du programme et qui accorde la priorité aux politiques de développement locales contre l'exclusion territoriale et aux politiques générales qui favorisent l'inclusion financière à tous les niveaux.

L'UNCDF a partagé ses connaissances et ses compétences techniques en matière de gestion des finances publiques et de développement local dans un événement organisé conjointement avec la Direction du Développement et de la Coopération suisse (SDC) et le Gouvernement du Pérou qui visé montrer comment les gouvernements locaux des régions montagneuses s'adaptent au changement climatique. Ses travaux sont axés sur les systèmes et l'environnement catalyseur qui soutiennent les collectivités locales et le développement local durable (plus particulièrement sur la décentralisation fiscale et la gestion des finances publiques). Les actions de l'UNCDF couvrent également des thématiques pouvant concerner des aspects spécifiques de l'équation entre développement durable et croissance verte. Elles permettent l'élaboration de systèmes de décentralisation fiscale efficace et de gestion saine des finances publiques, essentiels pour améliorer les performances du secteur public ainsi que pour favoriser la prestation de services et la croissance durable/solidaire dans les PMA.

L'UNCDF a apporté au processus de Rio+20 une excellence technique éprouvée en matière d'actions visant à favoriser l'élargissement de l'accès aux services financiers. En tant que facilitateur, l'UNCDF soutient les diagnostics sectoriels qui aboutissent à des feuilles de route pour l'inclusion financière dans lesquelles diverses parties prenantes des secteurs public et privé ont un rôle à jouer. L'UNCDF collabore ensuite avec les pouvoirs publics à l'élaboration de programmes de développement sectoriel qui fonctionnent aux niveaux macro, méso et micro. Au niveau macro, ces programmes visent les interventions qui facilitent un environnement plus catalyseur en termes de contraintes stratégiques, juridiques et réglementaires pouvant entraver le caractère inclusif du secteur financier. Au niveau méso, ils contribuent au développement des capacités des acteurs du secteur, dont les associations professionnelles, les agences de notation et les auditeurs, ou encore facilitent la création de bureaux de crédit. Au niveau micro, les programmes soutiennent l'élargissement des capacités et du rayon d'action des prestataires de services financiers (PSF) de détail. Les PSF comprennent les banques commerciales, les institutions financières non bancaires (IFNB), les institutions de microfinancement (IMF), les caisses de crédit, les coopératives, les assureurs, les sociétés de transfert de fonds, les opérateurs de téléphone mobile (OTM) et autres institutions prestataires de services financiers.

⊕ Pour de plus amples informations sur la contribution de l'UNCDF à Rio+20, voir www.uncdf.org/en/Rio_20

Lancement de CleanStart pour une énergie propre et bon marché

Rio+20 a été pour l'UNCDF l'occasion de lancer CleanStart, un programme ayant pour vocation d'aider les ménages pauvres et les micro-entrepreneurs à accéder à des fonds pour une énergie propre et bon marché.

L'élargissement de l'accès à l'énergie est crucial pour assurer un développement durable. Plus d'un quart de la population mondiale n'a pas accès à l'électricité, tandis que pour quelque 2 milliards de personnes, la biomasse traditionnelle exploitée pour cuisiner et se chauffer nécessite un temps et des ressources disproportionnés. En l'absence de services

Un agriculteur du district de Chitwan (Népal) utilise un moulin à eau amélioré pour moudre du maïs, qu'il a pu acheter grâce à un programme de microfinancement des énergies modernes. Cette technologie efficace de transformation de produits agroalimentaires permet de réduire de moitié le temps consacré à moudre le grain. Cette production accrue lui permettra d'augmenter ses revenus. Aider les individus à sortir de la pauvreté est un objectif clé de CleanStart, programme lancé par l'UNCDF pour aider les ménages pauvres et les microentrepreneurs à accéder au financement d'énergies propres et bon marché.

© UNCDF/Hee Sung Kim

énergétiques modernes, les populations sont contraintes de se tourner vers des systèmes coûteux et peu durables, susceptibles d'aggraver l'insécurité énergétique et de rendre les communautés plus sensibles aux effets des changements climatiques. Dans de nombreux pays en développement, l'obstacle principal n'est pas l'absence de technologie mais le manque de modèles de financement qui rendent l'énergie accessible et abordable pour les consommateurs à faibles revenus.

CleanStart vise le microfinancement de l'énergie propre et bon marché

CleanStart crée des possibilités de microfinance destinées à assurer l'accès futur à une énergie propre pour les ménages à faibles revenus et les micro-entreprises. Dans l'optique de développer le financement énergétique, les organismes de microfinancement sont bien placés pour fournir aux ménages pauvres et aux micro-entrepreneurs les produits et les services qui leur permettront d'exploiter les technologies énergétiques propres qui s'ouvrent à eux. Le programme CleanStart favorise ces prestations financières, soutient les mesures de contrôle de la qualité et propose des services de conseil afin de contribuer à un cycle gagnant-gagnant d'investissement et de sensibilisation, ainsi qu'à la création d'un nouveau segment de marché à fort retour sur investissement.

CleanStart vise à aider au moins 2,5 millions de personnes à sortir de la pauvreté énergétique à l'horizon 2017, selon des méthodes pouvant être reprises et amplifiées par d'autres. Cette action devrait contribuer aux objectifs du Millénaire pour le développement portant sur la pauvreté et la faim, l'éducation, le genre, la santé et la durabilité environnementale. Elle devrait en outre contribuer à réduire les émissions de CO_2. Le projet CleanStart bénéficie de l'appui du UN Capital Development Fund (UNCDF), de l'Agence suédoise de coopération internationale au développement (Sida), de l'Agence autrichienne de développement (ADA) et de l'Agence norvégienne de coopération au développement (Norad). Il sera mis en œuvre dans six pays d'Asie et d'Afrique.

⊕ Pour de plus amples informations sur CleanStart, voir www.uncdf.org/fr/cleanstart

Participation aux Journées européennes du développement : favoriser une croissance inclusive et durable au service du développement humain

En 2012, les **Journées européennes du développement** – forum annuel organisé par la Commission européenne pour stimuler un esprit de partenariat dans les affaires internationales et la coopération au développement – ont mis en avant les problématiques prioritaires du monde en développement. Les pays émergents s'enrichissent, l'Afrique enregistre une croissance économique sans précédent et, dans certains pays, un essor rapide des activités commerciales. Or, dans le même temps, la sécurité alimentaire reste un problème grave et les inégalités se creusent. La communauté du développement international s'est réunie à Bruxelles pour aborder ces défis et faire avancer le programme en faveur du développement mondial. Les discussions étaient principalement axées sur l'agriculture, la sécurité et la résilience alimentaires, la protection sociale et l'inégalité et le rôle du secteur privé. L'UNCDF a largement contribué au dialogue sur les modèles novateurs et les nouvelles démarches de collaboration public-privé.

L'UNCDF a organisé le « CleanStart Project Lab », un panel de discussion technique axé sur les actions nécessaires en vue d'élargir la chaîne de valeur énergétique pour les populations pauvres. Il s'est intéressé au rôle de la finance et à celui de la communauté européenne du développement dans la progression de ce programme central.

L'UNCDF a par ailleurs co-organisé un panel de haut niveau sur le thème « Making Finance Work for Inclusive Development » (la finance au service du développement inclusif). Organisé avec la Plateforme européenne de la microfinance, l'International Disability and Development Consortium et la Société financière internationale, ce panel a permis de mettre en évidence les possibilités offertes par la finance en matière de développement inclusif, en soulignant les démarches inédites adoptées pour répondre aux besoins de certains groupes et secteurs vulnérables de la société dans les pays en développement.

⊕ à Pour de plus amples informations sur la contribution de l'UNCDF aux Journées européennes du développement 2012, voir www.uncdf.org/EDD12

Investir dans la résilience aux changements climatiques

Le renforcement de la résilience aux changements climatiques exige d'investir dans des équipements d'approvisionnement en eau et d'assainissement et de les entretenir, d'établir et de faire appliquer les principes de zonage et d'aménagement du territoire, de gérer les ressources naturelles et de bâtir et d'entretenir des infrastructures de base. Toutes ces activités relèvent du mandat des collectivités locales dans le monde entier. Dans la plupart des pays en développement, les collectivités locales ne disposent que de très petites enveloppes budgétaires à dépenser comme elles l'entendent. Leurs ressources sont souvent affectées par le gouvernement central aux dépenses de fonctionnement, ne laissant qu'une faible marge pour l'investissement en capital.

Tout au long de 2012, l'UNCDF a dirigé l'initiative LoCAL au Bhoutan. Les subventions 1 **LoCAL** basées sur les performances dans ce pays visaient à permettre aux collectivités locales de faire face aux effets des changements climatiques et notamment aux crues plus fréquentes dues à la fonte des glaces dans l'Himalaya. Étant donné que 70 % des habitants du Bhoutan vivent de l'agriculture de subsistance, les communautés et les collectivités locales utilisent les subventions pour adapter les pratiques agricoles aux tendances météorologiques changeantes, contribuant ainsi à une plus grande sécurité alimentaire. Ce projet pilote concernait initialement deux groupes de villageois (Gangtey et Nangkor) relevant de deux municipalités (Wangdue et Zhemgang), ainsi que la vallée de Phobjica, habitat essentiel de la grue à cou noir (espèce menacée).

Pour rentrer chez eux, les élèves de primaire de la vallée de Phobjikha, au Bhoutan, empruntent un pont qui sera bientôt renforcé pour mieux supporter les phénomènes climatiques, en particulier les crues subites, grâce aux fonds du Programme LoCAL (Local Climate Adaptive Facility Programme).

© UNCDF/Riccardo D'Emidio

Bien que les systèmes de subventions basées sur les performances ne fonctionnent que depuis quelques années, tout porte à croire que les incitations dont ils sont porteurs améliorent les performances des collectivités locales, notamment dans les principaux domaines administratifs et financiers. Après avoir documenté et distillé le savoir acquis par le biais du projet pilote mené au Bhoutan afin de perfectionner la méthodologie LoCAL, l'UNCDF a entamé la préparation du lancement de LoCAL pour aborder les problèmes de sécurité alimentaire et de réduction des risques de catastrophe en Afrique, au Moyen-Orient et en Asie.

⊕ Pour de plus amples informations sur LoCAL, voir www.uncdf.org/fr/local

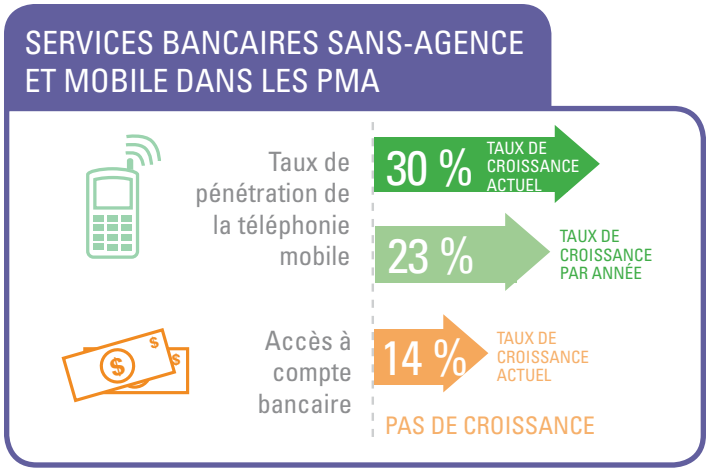
LoCAL aiguille le financement pour la résilience aux changements climatiques

L'initiative LoCAL (Climate Adaptive Living Facility) pour l'investissement en faveur de l'adaptation aux changements climatiques est un véhicule novateur visant à aiguiller le financement pour la résilience aux changements climatiques vers les collectivités locales, ce qui permet d'investir dans le renforcement de la résilience locale. Elle vient se greffer aux systèmes nationaux existants de transferts fiscaux intergouvernementaux et complète les subventions versées aux collectivités locales par des fonds d'adaptation aux changements climatiques calculés en fonction des performances. LoCAL fournit un moyen rapide et efficace d'aiguiller le financement de l'adaptation vers les communautés qui en ont le plus besoin, tout en veillant à l'appropriation, à la responsabilisation et aux résultats. La méthodologie est dérivée de l'expérience particulière de l'UNCDF dans la mise en place de ce type de systèmes pour assurer l'efficacité des investissements de capital et des mesures de développement des capacités des instances régionales des gouvernements.

Développer la résilience dans un cadre post-conflictuel : étendre l'activité bancaire, soutenir le développement local, favoriser la stabilité économique locale

En 2012, l'UNCDF a soutenu diverses initiatives dans des cadres post-conflictuels, notamment au Libéria, en Sierra Leone, en Somalie et dans les régions transfrontalières d'Afrique de l'Ouest.

En début d'année, l'UNCDF et ses partenaires ont mené une mission d'évaluation au Libéria en vue d'établir les possibilités d'expansion des services financiers mobiles. Le seul prestataire de ce type de services au Libéria peine à avancer dans ce pays dont la petite taille trahit la complexité et qui souffre encore des effets d'une guerre civile dévastatrice. Le Rapport sur le développement humain 2011 classe le Libéria à la 182e place sur 187 pays.



L'UNCDF a proposé une série d'interventions possibles à la banque centrale du Libéria. La même année, les négociations ont déjà commencé en vue d'introduire 2 **MM4P (Mobile Money for the Poor)**, programme de banque mobile qui

Argent mobile pour les populations défavorisées (MM4P)

MM4P a été élaboré par l'UNCDF, avec le soutien de la Sida et d'AusAID, pour favoriser le développement de services financiers mobiles et sans agence dans plusieurs pays d'intervention de l'UNCDF. Le programme vise à démontrer comment le bon dosage de soutien financier, technique et stratégique peut créer un écosystème solide de services financiers mobiles et sans agence dans les PMA.

MM4P apporte un soutien technique aux prestataires de services financiers mobiles, accompagne l'élaboration de produits répondant mieux aux besoins et aux exigences des clients, consolide le réseau d'agents de services financiers et collabore avec les banques centrales et les décideurs politiques à la création d'un environnement catalyseur. Même si chaque pays est confronté à des difficultés particulières, les services de type transferts, règlements de factures, épargne ou micro-assurance peuvent considérablement améliorer la sécurité financière de millions de ménages.

La téléphonie mobile a bouleversé les modes de vie, dans les pays riches comme dans les pays pauvres. Les 7 milliards d'habitants de notre planète possèdent 6 milliards d'abonnements téléphoniques, contre environ 2 milliards de comptes bancaires seulement. Une enquête menée dans 40 pays moins avancés constate une pénétration de la téléphonie mobile de l'ordre de 30 %, tandis que l'accès à un compte bancaire se situe aux alentours de 14 % en moyenne. Les taux de croissance sont encore plus frappants : 23 % par an pour la pénétration de la téléphonie mobile contre une croissance plate de l'accès aux services financiers. Les services bancaires mobiles sont capables d'atteindre des millions d'utilisateurs en aussi peu de temps qu'il a fallu à la microfinance traditionnelle pour atteindre quelques milliers de citoyens. Cependant, les problèmes rencontrés dans les PMA sont une plus faible population totale, des niveaux inférieurs d'activité économique et de revenu disponible, des entreprises et des environnements de réglementation moins développés ainsi que des infrastructures matérielles, technologiques et financières médiocres. Par le biais de solutions comme MM4P, l'UNCDF œuvre à surmonter ces difficultés grâce à la téléphonie mobile.

⊕ Pour de plus amples informations sur MM4P, voir www.uncdf.org/mm4p

exploite la progression rapide de la téléphonie mobile pour permettre aux populations mal desservies d'accéder aux services bancaires.

Développement local pour l'amélioration des services en Somalie

On estime que 3,6 millions d'habitants en **Somalie**, soit plus d'un tiers de la population, ont besoin d'une aide urgente. L'UNCDF contribue à relever les défis du développement en Somalie par le biais d'initiatives d'amélioration des prestations de services publics et d'élargissement de l'accès des collectivités locales au financement d'infrastructures.

Ce travail est mené dans le cadre du 3 **Programme commun des Nations Unies sur la gestion des affaires publiques au niveau local et la prestation de services décentralisés pour la Somalie/le Fonds de développement local au Somaliland et au Puntland.** L'UNCDF, le PNUD, l'OMT, ONU-Habitat, l'UNICEF, le Danemark, le ministère britannique du développement international, la Norvège et la Sida font partie des partenaires du programme.

L'UNCDF dirige un Fonds de développement local (FDL) au Somaliland et au Puntland, deux régions du pays relativement paisibles. Le Fonds est conçu de manière à introduire et gérer des modèles pratiques de développement local adaptés aux réalités post-conflictuelles, en collaboration avec les autorités centrales et locales.

L'un des principaux objectifs de la décentralisation consiste à améliorer l'offre de services en donnant aux collectivités locales la capacité de procéder elles-mêmes à la planification en vue de concrétiser les aspirations des habitants locaux. L'initiative FDL facilite le dialogue entre le gouvernement central et les collectivités locales, tout en préparant le terrain pour la décentralisation fiscale. Préalablement à la mise en œuvre du FDL, il n'y avait ni transferts fiscaux formels aux autorités locales, ni soutien à la planification des prestations de services au niveau des collectivités locales. Des projets d'investissement étaient menés de manière sporadique et ponctuelle, directement par le gouvernement central et sans processus de concertation à la base.

Des agriculteurs de la vallée de Phobjikha (district de Wangdue, Bhoutan) récoltent des pommes de terre pour les vendre. Les rendements de ces cultures de rapport baissent d'année en année, en raison des changements météorologiques et de l'irrégularité des pluies. Le village de Phobji Gewog, dans la vallée de Phobjikha, a été choisi par le gouvernement du pays pour piloter le programme LoCAL (Local Climate Adaptive Facility Programme) dans le cadre du Programme commun de soutien à la gouvernance locale. Les fonds recueillis seront utilisés pour la mise en œuvre de programmes pratiques d'adaptation, notamment en matière d'irrigation.
© UNCDF/Riccardo D'Emidio

La mise en œuvre du FDL a débuté durant le dernier trimestre de 2011 et 24 projets d'investissement locaux prioritaires ont pris forme en 2012. Ces projets ont amélioré la prestation de services sociaux et le développement économique couvrant, entre autres, les routes, les écoles, la santé, l'eau, la collecte des ordures et les marchés. Plus de 300 000 personnes au Puntland ont déjà bénéficié des projets d'investissement mis en œuvre avec le soutien du FDL et l'assistance technique de l'UNCDF, parmi lesquels des dispensaires locaux, des marchés et des routes d'accès.

Par exemple, un projet de route gravillonnée dans le district de Gardo (Puntland) a bénéficié à une communauté de 7 000 villageois, optimisant l'accessibilité, la sécurité, l'image de la ville et les activités économiques du village d'Upper Hingood. La route a amélioré l'accès aux écoles, aux centres de santé et à l'eau, notamment aux citernes d'eau qui peuvent désormais être livrées dans les lieux isolés.

Les fonds catalytiques fournis par l'UNCDF pour un autre projet de route gravillonnée, dans le district de Borama

(Somaliland), ont doublé l'investissement communautaire. Les processus de concertation avec les communautés dans le cadre du projet de construction routière ainsi que la mobilisation de ressources supplémentaires auprès des clans ont contribué non seulement à créer une certaine harmonie mais aussi à favoriser le suivi de la responsabilisation fiscale locale. Quatre autres routes et un projet de création de marché ont permis d'accroître sensiblement l'échange de marchandises et de services dans le district de Borama, tout en augmentant la valeur des terrains et des biens.

Dans le cadre d'une autre initiative de Fonds de développement local, l'UNCDF a continué d'apporter son soutien technique aux collectivités locales de la région sud-centrale de la Somalie et du Somaliland afin de faire avancer la décentralisation et d'améliorer la prestation de services locaux. En 2012, l'UNCDF a achevé les projets de développement local lancés en 2011 au Somaliland, déboursant des fonds pour 13 projets dans six districts de la région (Berbera, Borama, Buroa, Hargeisa, Odweine et Sheikh). Ces projets ont accru la capacité de chaque district à gérer ses fonds de manière responsable et transparente tout en assurant la prestation de services à leurs communautés. Ils ont abouti à l'amélioration des modes de subsistance, à la paix et à la stabilité en répondant aux besoins locaux en matière d'accessibilité routière, d'accès à l'éducation, d'autonomisation économique par la construction de marchés et de récupération des eaux.

⊕ Pour de plus amples informations sur les travaux de l'UNCDF en Somalie, voir www.uncdf.org/fr/somalia

MicroLead étend la microfinance dans les pays en situation post-conflictuelle

L'accès à des services financiers déterminés par la demande et destinés aux populations pauvres est un élément important du relèvement post-conflit. L'UNCDF répond à ce besoin à travers plusieurs initiatives. La plus importante, 4 **MicroLead**, est un programme global de 58,6 millions de dollars mis en œuvre dans plusieurs pays en situation post-conflictuelle, dont la République démocratique du Congo, le Libéria, le Rwanda, la Sierra Leone, le Sud Soudan et le Timor oriental.

Fin 2012, les institutions de microfinancement appuyées par MicroLead avaient prêté leurs services à quelque 546 000 déposants et 250 000 emprunteurs. Pendant l'année, plus de 300 millions de dollars d'épargne ont été mobilisés, avec 277 millions d'emprunts en cours. Ces résultats ont été obtenus dans des environnements comptant parmi les plus difficiles. En 2012, le programme élargi MicroLead a approuvé de nouveaux projets pour 2013 dans divers pays, dont certains sortent d'un conflit (le Burundi, le Libéria et le Rwanda).

MicroLead

MicroLead est le nom donné au **Fonds PMA pour promouvoir des leaders de l'épargne dans le secteur de la finance inclusive axée sur l'épargne,** soutenu par la Fondation Bill & Melinda Gates, la Fondation Mastercard, le Fonds fiduciaire modes de subsistance et sécurité alimentaire pour le Myanmar et l'UNCDF à travers ses ressources régulières. Cette initiative thématique mondiale vise à élargir l'accès aux services financiers, en particulier à l'épargne, en soutenant l'expansion des leaders du marché de la microfinance axée sur l'épargne dans les pays mal desservis.

⊕ Pour de plus amples informations sur MicroLead, voir www.uncdf.org/fr/microlead

Développement économique local en Sierra Leone

En **Sierra Leone**, l'UNCDF a continué de soutenir le processus de décentralisation en 2012, posant un autre jalon important avec le lancement national du programme de développement économique local (DEL). Le DEL est soutenu par l'UNCDF en association avec le PNUD, le GIZ (Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit) et l'Agence de coopération internationale japonaise (JICA). Le vice-président sierra-léonais a présidé le lancement dans le cadre d'un événement organisé par le ministère des Collectivités locales et du Développement rural à Freetown. Plus de 250 participants étaient présents, représentant divers secteurs de gouvernement, le secteur privé, les organisations de la société civile, les parlementaires, les autorités locales et la direction des districts, y compris les « Paramount Chiefs » (chefs traditionnels locaux).

Le programme a pour objectif général de renforcer les possibilités économiques et la création de richesse au sein

des communautés locales. En Sierra Leone, où la majorité des habitants sont des agriculteurs, le principal centre d'intérêt sera l'agriculture. Au niveau local, quatre conseils locaux ont reçu de l'aide pour entreprendre, avec le secteur privé, des investissements rémunérateurs par le biais de partenariats public-privé. Les conseils ciblés ont ainsi réussi à élargir leur propre base de revenus tout en créant des emplois et des activités rémunératrices pour la population. Ce résultat est à l'origine de la demande d'élargissement du programme formulée par le gouvernement.

⊕ Pour de plus amples informations sur les travaux de l'UNCDF en Sierra Leone, voir www.uncdf.org/fr/sierra-leone

Développement transfrontalier en Afrique de l'Ouest

Les zones transfrontalières sont depuis longtemps préoccupantes pour la politique sous-régionale et la stabilité en **Afrique de l'Ouest**. La démarcation des frontières et la position stratégique des ressources naturelles ont, par le passé, fait planer des menaces sur la paix et la stabilité. Pourtant, ces zones présentent un potentiel de développement largement inexploité.

En réponse à cet enjeu du développement, l'UNCDF a lancé en 2012 l'initiative de coopération transfrontalière locale LOBI (Local Cross-Border Initiative) dans le but de favoriser le développement dans les zones transfrontalières instables. LOBI est le fruit d'une coopération entre le gouvernement du Luxembourg, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA). En dépit de risques politiques inhérents sérieux, les actions communes menées par les États voisins de ces zones sont susceptibles de réaliser des objectifs de développement communs. Les autorités locales sont partenaires dans les zones transfrontalières de Côte d'Ivoire, du Burkina Faso, du Mali et du Niger, dans le cadre du processus de développement local et de décentralisation.

Accroître les chances pour tous : une nouvelle stratégie pour l'égalité des sexes

L'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes ne sont pas seulement des droits humains et des objectifs pertinents ; elles s'inscrivent également dans la logique économique et permettent un progrès à long terme durable pour plusieurs indicateurs.

Initiative Locale Transfrontalière (LOBI)

L'objectif global de l'initiative LOBI consiste à définir des stratégies et à favoriser des processus pilotes de développement transfrontalier local afin d'améliorer la stabilité économique et la sécurité humaine.

LOBI vise à développer la capacité d'offre de services locaux de base, à soutenir l'innovation locale pour le développement économique, l'égalité des sexes et la sécurité alimentaire, et à accroître les investissements et le financement au moyen des flux d'aide internationale et des programmes nationaux de développement. Le programme quinquennal est conçu de manière à être applicable à n'importe quelle région transfrontalière du monde.

⊕ Pour de plus amples informations sur LOBI, voir www.uncdf.org/fr/lobi

Stratégie en faveur de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes

Ayant fait de l'autonomisation des femmes un thème transversal prioritaire, l'UNCDF est résolu à assurer un avenir garantissant l'égalité des chances, l'égalité des droits et le progrès pour tous. En 2012, l'UNCDF a approuvé sa première **Stratégie GEEW (Gender Equality and Empowerment of Women)** en faveur de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes. Elle soutient la notion d'égalité des sexes en tant que droit humain fondamental (ce qu'il faut faire) et défend l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes comme moyen d'appuyer le mandat de l'UNCDF (ce qu'il est intelligent de faire). Les moteurs de cette stratégie sont une compréhension commune du principe d'intégration du genre, une structure des ressources humaines (capacité et cadre de responsabilisation) et un cadre institutionnel qui tient compte de la problématique hommes-femmes.

Tout au long de l'année, l'UNCDF a proposé des téléformations, veillé à ce que tout le personnel suive une formation en ligne sur le « voyage vers la parité » (*Gender Journey*) et animé des formations à l'intégration du genre dans le cycle de programmation. Ces activités ont aidé le personnel de l'UNCDF à intégrer la problématique hommes-femmes dans leurs travaux et à plaider en faveur de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes auprès de ses homologues à tous les niveaux. L'UNCDF a également désigné des points focaux pour faire avancer l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes au sein de l'organisation, et établi un groupe de travail sur le genre, chargé de la coordination de la mise en œuvre et du suivi. L'UNCDF a commencé à suivre les résultats favorables à l'égalité à travers sa propre gestion et dans le cadre du plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies (UN-SWAP), adopté en avril 2012. Bien qu'il ait disposé de moins de cinq mois pour la mise en œuvre de sa stratégie en 2012, l'UNCDF a approché, réalisé ou dépassé 87 % des normes UN-SWAP. Des plans ont été élaborés pour combler les lacunes.

Concernant la **finance inclusive**, l'analyse par l'UNCDF des données disponibles a démontré que les prestataires de services financiers enregistrant des pourcentages supérieurs de femmes empruntant de l'argent affichaient une performance équivalente ou supérieure à celles des institutions ayant un pourcentage inférieur de clientèle féminine. Ce constat reste valable même si les soldes d'épargne et les encours de crédits moyens étaient inférieurs pour les institutions avec un pourcentage plus élevé de femmes empruntant de l'argent, et même s'il est plus coûteux de gérer des soldes d'épargne modestes et de fournir des prêts modestes. Offrir ces services aux femmes contribue non seulement à l'égalité des sexes, mais s'inscrit en outre dans une logique commerciale pertinente. Durant l'année à venir, l'UNCDF se concentrera sur l'élaboration d'une initiative cherchant explicitement à faire en sorte que les services financiers soient conçus de manière à mieux répondre aux besoins des femmes.

Déjà, 65 % des clients des prestataires de services financiers partenaires de l'UNCDF sont des femmes, un chiffre largement supérieur à la cible de 50 %. Reconnaissant la nécessité non seulement de fournir aux femmes un accès égal aux services financiers, mais aussi d'accroître leurs possibilités de leadership et leurs débouchés professionnels, l'UNCDF s'est engagé à œuvrer avec ses partenaires pour encourager l'emploi et la promotion des femmes. L'UNCDF a également commencé à suivre le pourcentage de femmes occupant des postes de gestion et de gouvernance chez les prestataires de services financiers.

Concernant le **financement du développement local**, l'UNCDF favorise l'égalité des sexes et l'autonomisation économique des femmes à travers l'accès équitable et pour tous à des services et infrastructures publics de bonne qualité. Une étude récente confirme les nombreuses répercussions positives et durables associées aux investissements équitables pour les femmes dans les services de santé, l'éducation et les infrastructures économiques. Les collectivités locales ont un rôle important à jouer et, en se concentrant sur la planification, l'affectation des ressources, le financement et la gestion des dépenses, l'UNCDF favorise la représentation des femmes dans les structures locales, en encourageant plus particulièrement l'autonomisation économique des femmes. Il vise également à offrir aux femmes davantage de possibilités d'assumer des rôles plus actifs dans l'encadrement supérieur ainsi que dans des postes techniques et administratifs au sein des collectivités locales.

Développement local axé sur l'égalité de genre

À plus grande échelle, l'UNCDF a pris des dispositions pour créer un programme global fondé sur le succès d'un programme pilote régional, **GELD (Gender Equitable Local Development)**. L'inégalité entre les sexes reste l'enjeu du développement le plus pressant dans les pays les moins avancés. La reconnaissance limitée des synergies entre égalité des sexes, croissance économique et réduction de la pauvreté a abouti à des politiques de développement et des cadres de planification, budgétisation et investissement qui ne tiennent pas compte des responsabilités et des besoins différenciés des hommes et des femmes.

GELD est une initiative régionale de l'UNCDF/ONU Femmes bénéficiant de l'appui de la Belgique et menée à titre de pilote au Mozambique, au Rwanda, au Sénégal, en Sierra Leone et en Tanzanie. Elle cherche à intégrer l'égalité entre les sexes dans la planification, la budgétisation et les opérations

au niveau local. Cela aboutit à des changements dans la politique d'allocation des ressources et la conceptualisation des investissements au niveau local, par exemple, à la construction de nouveaux puits pour épargner aux femmes le rituel quotidien éreintant des longs parcours à pied pour trouver de l'eau, à de nouveaux centres de santé maternelle et infantile, à des équipements sanitaires pour les filles dans les écoles afin de leur offrir intimité et dignité, et à des investissements dans des entreprises possédées et exploitées par des femmes. En outre, par le biais d'un financement autrichien, une composante genre est en cours de mise en œuvre dans le cadre d'un programme de développement local en Éthiopie.

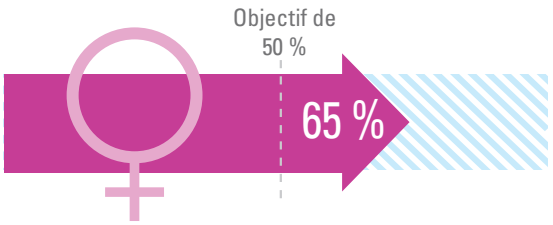
Après quatre ans de mise en œuvre, ce pilote régional est aujourd'hui transformé en un programme global, dont le lancement est prévu en 2013. Il met à profit l'avantage stratégique relatif des entités spécialisées de l'ONU et des partenaires du développement sur le terrain, afin de soutenir les collectivités locales dans des activités de conception, de planification, de mise en œuvre et de maintien d'investissements locaux qui tiennent compte des besoins et priorités différents des hommes et des femmes pauvres. Un accent particulier est placé sur l'élimination des obstacles aux chances économiques et à l'autonomisation des femmes.

⊕ Pour de plus amples informations sur les travaux de l'UNCDF dans le domaine de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes, voir www.uncdf.org/fr/womens-empowerment

Aborder l'inégalité et la croissance solidaire dans le cadre de développement post-2015

En signant la Déclaration du Millénaire en 2000, les chefs de délégation de 189 pays se sont entendus sur une vision ambitieuse pour le nouveau millénaire : le progrès des droits humains, du développement et de la paix. Les objectifs du Millénaire pour le développement ont alors été lancés en tant qu'instrument pour concrétiser cette vision. En proposant des objectifs, des cibles et des indicateurs mesurables et limités dans le temps, ils cherchent à convertir les principes et les ambitions de la Déclaration du Millénaire en actions et en progrès. Les OMD apportent une vision fédératrice pour le développement. Par leur clarté, leur concision et leur mesurabilité, ils ont réussi à mobiliser divers acteurs autour d'une cause commune.

ÉGALITÉ D'OPPORTUNITÉS



Sur la période 2008-2012, les femmes constituent 65 % des emprunteurs (au-dessus de la cible de 50 pour cent).

Des progrès notables ont ainsi été réalisés pour bon nombre des indicateurs visés par les OMD – notamment la réduction de la pauvreté, l'accès à de meilleures sources d'eau et la scolarisation primaire. Dans d'autres domaines, cependant, les cibles sont loin d'être atteintes. À l'approche de 2015, date fixée pour réaliser huit objectifs ambitieux, les dirigeants mondiaux revoient le processus et discutent des possibilités futures. L'UNCDF joue un rôle actif dans les débats et a participé à plusieurs groupes de travail et équipes spéciales de l'ONU en 2012.

L'un des problèmes transversaux abordés – la lutte contre l'inégalité – est au cœur de la mission de l'UNCDF. Dans l'optique de la stimulation d'une croissance solidaire par la finance inclusive et le financement du développement local, l'UNCDF a participé activement à des concertations thématiques sur les inégalités, la gouvernance, la croissance de l'emploi et la croissance solidaire. En 2012, des représentants de l'UNCDF sont intervenus dans le cadre de plusieurs événements internationaux, prenant acte des préoccupations concernant les disparités et l'hétérogénéité des progrès d'un pays à l'autre et au sein de certains pays, ce qui représente un enjeu particulier dans les pays les moins avancés. L'UNCDF a collaboré étroitement avec le Département des Affaires économiques et sociales (DAES) des Nations Unies et le PNUD en 2012, et a préparé un événement sur le thème de l'inégalité en mars 2013.

⊕ Pour de plus amples informations sur les contributions de l'UNCDF au programme post-2015, voir www.uncdf.org/post-2015

SOLUTIONS INNOVATRICES POUR UN DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'innovation génère d'importants bénéfices en matière de développement social et économique et en termes de durabilité. L'innovation technologique a donné lieu à des avantages sociaux importants au cours de l'histoire, depuis le développement de nouveaux médicaments et traitements jusqu'à l'explosion de la production économique et des revenus lors de la révolution industrielle, sans oublier les avancées en matière d'agriculture et de sécurité alimentaire. L'innovation, qui a entraîné des changements de mode de vie fondamentaux pour de nombreuses personnes, reste l'élément moteur des principales améliorations en matière de qualité de vie.

Reconnaissant le rôle essentiel de l'innovation dans les avancées vers les objectifs du Millénaire pour le développement, l'UNCDF a élaboré en 2012 des programmes, méthodes et outils novateurs afin de promouvoir une croissance durable et inclusive dans les pays les plus pauvres du monde.

L'UNCDF s'est associé à différents partenaires pour lancer la coalition « Better than Cash Alliance » qui encourage les gouvernements, les acteurs du développement et le secteur privé à adopter l'utilisation du paiement électronique pour les programmes d'aide aux populations vivant dans la pauvreté. Il a également joué un rôle de premier plan dans la conférence Africités 2012, destinée à encourager le développement et l'accès aux services financiers de base en Afrique, en présentant le « Système d'analyse financière et institutionnelle des collectivités » (SAFIC) permettant d'évaluer le fonctionnement des collectivités locales en termes économiques, financiers et organisationnels et de chercher des solutions locales réalistes.

L'UNCDF a piloté un certain nombre de solutions locales face aux problèmes mondiaux, depuis les services bancaires mobiles dans les zones reculées jusqu'aux programmes novateurs favorisant l'investissement au niveau local en matière d'accès au financement et de développement économique. Il a lancé des projets en Tanzanie et en Ouganda pour mobiliser la finance nationale vers de petits et moyens projets d'infrastructure et a poursuivi son soutien aux actions de la République démocratique populaire lao pour décentraliser et développer la capacité de l'administration locale à financer et mettre en œuvre l'infrastructure et la prestation de services, avec un nouveau projet permettant de revaloriser en 2012 le Fonds de développement des districts.

Le passage d'un paiement en espèces à des paiements électroniques peut faciliter l'autonomisation et améliorer l'accès des personnes aux services financiers, mais cela nécessite du leadership, des ressources et une expertise technique.

Cette habitante de Papouasie Nouvelle-Guinée utilise les services bancaires de son agent MiCash dans son magasin local, bénéficiant d'un accès en temps réel à son solde au travers d'un service financier mobile offert par Nationwide Microbank, avec l'appui de l'UNCDF.
© MiCash

Une nouvelle initiative en matière de paiement électronique favorise l'autonomie des populations pauvres en leur permettant d'effectuer une transaction à la fois

Le passage des espèces au paiement électronique peut améliorer les efforts mondiaux visant à promouvoir l'inclusion financière tout en réduisant les coûts, en augmentant la rapidité et la sécurité et en améliorant la transparence des paiements, ce qui bénéficie aussi bien aux émetteurs qu'aux récepteurs des paiements. L'UNCDF est un membre fondateur de *Better Than Cash Alliance*, initiative lancée en 2012 par une coalition mondiale d'États, d'entreprises privées et d'organisations de développement dont l'objet est de favoriser le passage des espèces aux paiements électroniques.

Cette transition offre la possibilité d'améliorer les moyens de subsistance des personnes à faibles revenus en faisant progresser l'inclusion financière et en permettant aux personnes de réaliser des économies. Aujourd'hui, 2,5 milliards d'adultes, soit plus de la moitié des adultes en âge de travailler dans le monde, sont exclus des services financiers officiels. Cela touche davantage les populations à faibles revenus dans les pays émergents et en développement, où environ 80 % des pauvres en sont exclus[3].

Le passage au paiement électronique offre aussi aux gouvernements, aux acteurs du développement et au secteur privé un moyen plus efficace, transparent et souvent plus sûr d'effectuer des paiements. Partout dans le monde, des milliards de paiements en espèces sont effectués aux personnes vivant dans la pauvreté, notamment le versement de salaires, le paiement des fournisseurs, les pensions, les allocations d'aide sociale, les programmes offrant un travail rémunéré en espèces et le versement d'aides d'urgence[4].

3 Demirguç-kunt, Asli et Leora Klapper (2012). *Measuring Financial Inclusion: The Global Findex Database.* World Bank Policy Research Working Paper 6025.

L'initiative Better Than Cash Alliance

L'initiative *Better than Cash Alliance* permet d'accélérer la transition vers les paiements électroniques pour les gouvernements, les acteurs du développement et le secteur privé en travaillant sur trois axes :

- en préconisant le paiement électronique des prestations gouvernementales, de l'aide humanitaire, des salaires et des paiements aux fournisseurs ;
- en fournissant une assistance politique, technique et financière pour identifier et mettre en œuvre l'approche la plus efficace en fonction des conditions du marché local afin d'optimiser les avantages à chaque étape de la transition ;
- en développant des produits de pointe, des ensembles de bonnes pratiques et des études de cas afin de promouvoir une transition effective au niveau mondial.

Les membres fondateurs de l'Alliance sont notamment la Fondation Bill & Melinda Gates, Citi, la Fondation Ford, Omidyar Network, l'UNCDF, l'Agence américaine pour le développement international (USAID) et Visa Inc. En tant qu'organisation chef de file des Nations Unies pour la promotion des systèmes financiers inclusifs, l'UNCDF a été sollicité pour accueillir le secrétariat de cette nouvelle initiative mondiale.

De nombreux gouvernements et organismes ont pris position en faveur des principes de l'Alliance, notamment le ministère de la Prospérité sociale du gouvernement de Colombie, la République d'Afghanistan, le Kenya, le Pérou et les Philippines. Parmi les organisations œuvrant dans le développement, l'Alliance réunit les membres suivants : ACDI/VOCA, CARE, Chemonics International, Concern Worldwide, Grameen Foundation, Mercy Corps, le PNUD, USAID et le Programme alimentaire mondial (PAM).

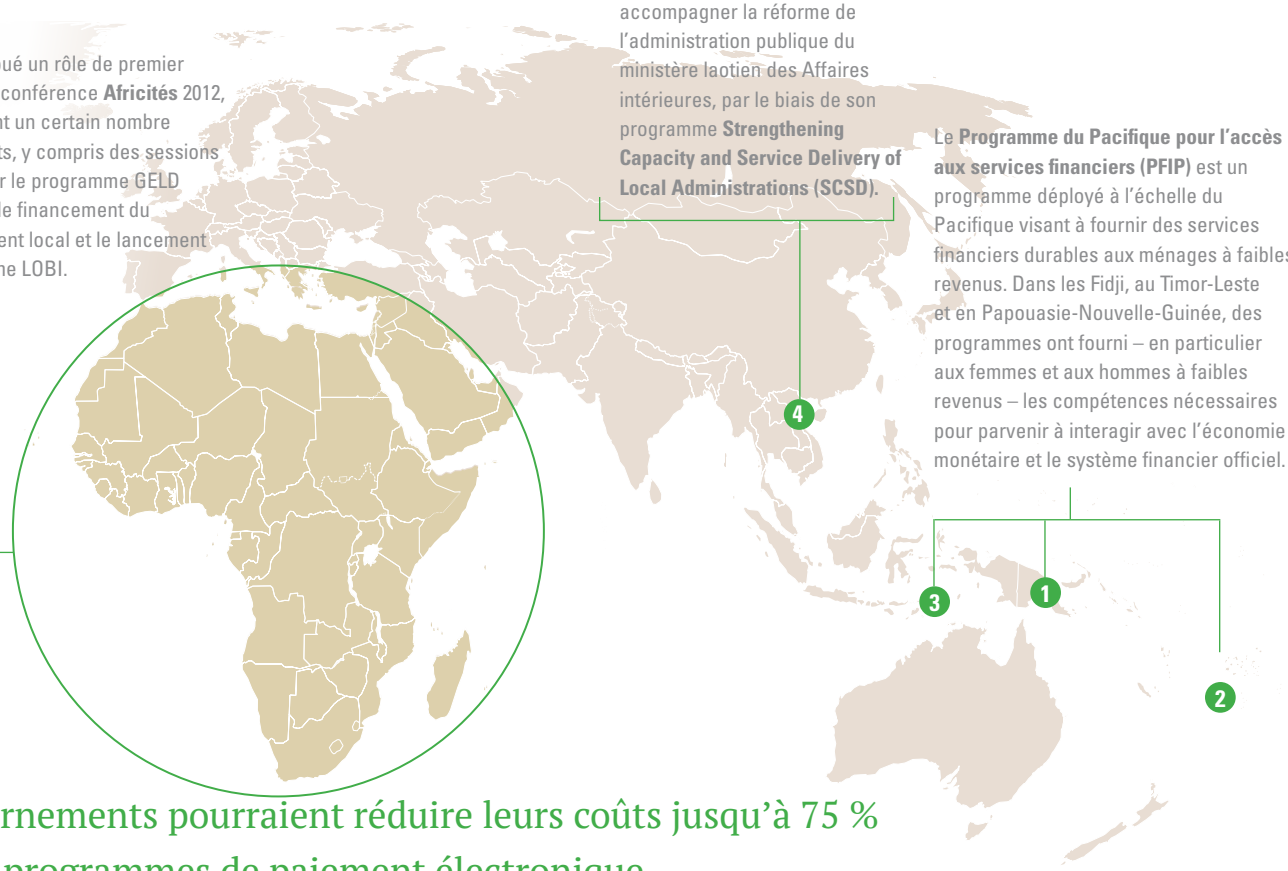
⊕ Pour de plus amples informations sur la *Better than Cash Alliance*, voir betterthancash.org/

GROS PLAN

5 L'UNCDF a joué un rôle de premier plan dans la conférence **Africités** 2012, en organisant un certain nombre d'événements, y compris des sessions spéciales sur le programme GELD de l'UNCDF, le financement du développement local et le lancement du programme LOBI.

En 2012, l'UNCDF a poursuivi un programme visant à accompagner la réforme de l'administration publique du ministère laotien des Affaires intérieures, par le biais de son programme **Strengthening Capacity and Service Delivery of Local Administrations (SCSD)**.

Le **Programme du Pacifique pour l'accès aux services financiers (PFIP)** est un programme déployé à l'échelle du Pacifique visant à fournir des services financiers durables aux ménages à faibles revenus. Dans les Fidji, au Timor-Leste et en Papouasie-Nouvelle-Guinée, des programmes ont fourni – en particulier aux femmes et aux hommes à faibles revenus – les compétences nécessaires pour parvenir à interagir avec l'économie monétaire et le système financier officiel.



Les gouvernements pourraient réduire leurs coûts jusqu'à 75 % grâce aux programmes de paiement électronique.

SOURCE: BANQUE MONDIALE

Ces programmes peuvent jouer un rôle essentiel dans la transition stratégique vers les paiements électroniques. Selon la Banque mondiale, les gouvernements pourraient réduire leurs coûts jusqu'à 75 % grâce aux programmes de paiement électronique[5].

Promouvoir le développement local via la mobilisation novatrice des finances nationales

Le développement du secteur privé et des économies locales est essentiel à la réduction de la pauvreté et à la création d'emploi dans les PMA. Les représentants de l'État tout comme les intervenants du secteur privé ont besoin de feuilles de route concrètes et d'actions de renforcement des compétences qui leur permettent de développer et de financer des projets essentiels, ainsi que de mettre en place un environnement plus propice aux affaires.

4 Bankable Frontier Associates (BFA) (2012). *The Journey Toward 'Cash Lite': Addressing Poverty, Saving Money and Increasing Transparency by Accelerating the Shift to Electronic Payments.* Somerville, Massachusetts.

5 Worldbank.org (2012) *Governments Can Save Up to 75% with Electronic Payment Programs*. [online] Disponible à l'adresse : http://www.worldbank.org/en/news/press-release/2012/08/02/governments-can-save-up-seventy-five-percent-with-electronic-payment-programs [Consulté le 17 mai 2013].

L'Initiative de financement local (LFI) de l'UNCDF est un programme global innovant qui débloque les secteurs financiers nationaux dans les pays en développement pour financer les projets (petits ou moyens) d'infrastructure et de transformation agricole nécessaires au développement du secteur économique et privé local.

Le programme LFI a été lancé en mai 2012 en Ouganda et en Tanzanie avec l'appui du Sida et le fonds « Unis dans l'action », en Tanzanie. La phase de lancement du programme LFI est achevée en Ouganda, y compris les travaux préparatoires sur six projets d'infrastructure : projet IPS de production hydroélectrique d'Arua, Busia Lorry Park, projet de jus de fruit frais à Nwoya (Delight), projet de transformation fruitière à Kayunga (Amfri), projet d'entrepôts à Kitgum (Olam), et projet de transformation du lait à Insingiro (UCCCU). L'UNCDF a également mobilisé un consortium d'acteurs publics et privés pour apporter un soutien financier à la mise en place du projet en 2013.

En Tanzanie, des critères détaillés ont été définis dans le cadre du programme LFI pour évaluer la rentabilité des projets

L'Initiative de financement local permet de construire des infrastructures bancables (LFI)

L'Initiative de financement local de l'UNCDF mobilise les capitaux du secteur privé pour le développement de projets d'infrastructure bancables. Le but consiste à promouvoir le développement économique à la fois au niveau de la nation et des districts, à mobiliser les institutions financières du secteur privé et à stimuler les fonctions publiques essentielles à l'identification, au développement et au financement des projets d'infrastructures et de transformation agricole à petite échelle.

L'objectif est de parvenir à un changement systémique des pratiques commerciales locales qui facilitera le financement intérieur des projets d'infrastructure locaux et permettra de renforcer la compétitivité régionale et internationale du pays et d'améliorer le contexte commercial local et national. Les conditions de vie locales seront améliorées grâce à l'augmentation des revenus et à la réduction de la pauvreté.

LFI est unique dans le sens où elle vise à mettre en application, dans les pays les moins avancés, des pratiques éprouvées dans le domaine du financement de projets de petite et moyenne envergure. Cette approche a été utilisée avec succès pour permettre à des projets d'infrastructure, dans le monde entier, d'accéder au financement privé à long terme, mais ce n'est pas une approche habituelle dans les pays en développement. Cela représente une opportunité révolutionnaire de mobiliser des fonds officiels en quantité limitée pour libérer des capitaux privés au service d'un développement généralisé.

LFI est mise en œuvre à travers diverses composantes de programmes incluant notamment le renforcement des compétences du public et des acteurs privés, des services de conseil aux porteurs de projet et l'organisation de projets d'infrastructure de petite et moyenne envergure financés par des capitaux privés nationaux.

L'innovation de LFI tient à l'introduction d'un large éventail d'approches et d'instruments d'atténuation des risques, s'appuyant sur les techniques de montage de projet et l'ensemble des instruments d'atténuation des risques et les options de rehaussement de crédit. Cette initiative accorde beaucoup d'importance aux mécanismes de coordination et d'information efficaces, notamment les outils en ligne qui relient les acteurs concernés au niveau local et national, aussi bien horizontalement que verticalement à travers les réseaux gouvernement-investisseurs, et permettent l'identification et la résolution rapide des problèmes critiques qui bloquent le financement de l'infrastructure économique locale.

⊕ Pour de plus amples informations sur le programme LFI, voir www.uncdf.org/lfi

potentiels d'infrastructure à petite échelle et le processus de sélection de projets pilotes de développement a débuté. Dans le cadre du programme LFI, on a également veillé à ce que les systèmes et les méthodologies développés soient intégrés aux politiques nationales et aux cadres réglementaires juridiques et opérationnels pour assurer leur viabilité à long terme.

Un programme innovant visant à promouvoir la finance pour tous dans les îles du Pacifique

Le **Programme de Finance inclusive au Pacifique** (PFIP) est un programme déployé à l'échelle du Pacifique visant à fournir des services financiers durables aux ménages à faibles revenus. C'est un projet conjoint de l'UNCDF et du PNUD qui a un reçu le soutien financier de l'AusAID et de l'Union européenne. Le programme est géré à partir du « Pacific Centre » du PNUD à Suva, Fidji. En partenariat avec les entités publiques et privés locales, le PFIP a lancé et fait progresser un large éventail de mesures d'inclusion financière dans les îles du Pacifique.

Apporter les services bancaires par téléphonie mobile en Papouasie-Nouvelle-Guinée

Les activités bancaires sont difficiles à mettre en œuvre dans les îles du Pacifique en raison du coût et des obstacles logistiques à l'exploitation de succursales dans des lieux reculés. En 2011, la 1 **Papouasie-Nouvelle-Guinée** a lancé dans la province de Nouvelle-Bretagne occidentale un programme pilote d'argent mobile appelé MiCash pour « apporter la banque aux personnes non bancarisées ».

MiCash est un compte bancaire géré par téléphone portable, sur le réseau Digicel. Les services MiCash comprennent le dépôt direct des salaires, l'envoi et la réception de fonds comme avec un service de transfert classique et la possibilité de virer de l'argent pour payer des factures ou abonder un compte épargne, le tout à distance. Le programme pilote a été mené avec l'aide du PFIP et de la Banque asiatique de développement (BAD) à travers son Initiative de développement du secteur privé dans le Pacifique (*Pacific Private Sector Development Initiative*, PSDI), en collaboration avec la *Nationwide MicroBank* (NMB) de Papouasie-Nouvelle-Guinée.

Le programme pilote a fait ses preuves et en mai 2012, le gouverneur de la banque de Papouasie-Nouvelle-Guinée a autorisé le déploiement du programme de portefeuille mobile MiCash dans tout le pays. Avec l'assistance de l'UNCDF, Nationwide a pu construire un pont logiciel entre la plateforme d'argent mobile hébergée par l'opérateur de téléphonie mobile Digicel et le système bancaire de base de Nationwide. Cela permet aux titulaires d'un portefeuille mobile MiCash d'accéder en temps réel à leur solde bancaire.

Le modèle d'argent mobile PFIP fonctionne également en partenariat avec un agent tiers, *Oceanic Communications Limited* (OCL). OCL est un distributeur complémentaire de réseau pour Digicel, relié dans toute la Papouasie-Nouvelle-Guinée à des agents qui font à la fois office de revendeurs de temps de connexion et de représentants MiCash. Il existe maintenant plus de 120 agents dans toute la Papouasie-Nouvelle-Guinée.

Plus de 60 % de la valeur des transactions MiCash est constituée par les dépôts. La rétention de l'épargne a été

Dans les Fidji, les femmes bénéficient de services d'épargne à bas coût à travers des services bancaires disponibles sur leur téléphone portable. En 2012, le Programme du Pacifique pour l'accès aux services financiers (PFIP), initiative conjointe de l'UNCDF et du PNUD, a intégré un nouveau plan d'action national de compétences financières dans les Fidji, renforçant les compétences des ménages à faibles revenus. Soulignons en outre le déploiement de Mobile Money (MiCash) en Papouasie-Nouvelle-Guinée, une action d'inclusion financière à Vanuatu et la mise à disposition de nouveaux produits de microassurance au Timor-Leste.
© UNCDF/UNDP/ Mereseini Senikau

MiCash permet de mettre ses économies en sécurité

Mme Honewa Kuwik et son mari sont producteurs d'huile de palme depuis une vingtaine d'années dans une région de plantations de palmiers à huile à Galai, dans la province de Nouvelle-Bretagne occidentale, en Papouasie-Nouvelle-Guinée. Comme de nombreux ruraux, ils ont fait des économies qu'ils ont enterrées ou cachées dans leur propriété, restant à la maison à tour de rôle, dans la crainte que cet argent ne leur soit dérobé.

Un jour, Honewa a vu dans son commerce local de West Eagle Trading une annonce sur la solution MiCash. Peu après, elle a pris contact avec la représentante, Mme Petronila Kinga, en lui expliquant qu'elle voulait ouvrir un compte MiCash sur son téléphone portable et y déposer de l'argent. Puis, prenant un vieux sac en plastique, elle en a extrait une liasse de vieux billets froissés et de pièces de monnaie, cachés sous des chiffons. « Où avez-vous eu cet argent (*Yu kisim moni ya lo weh*) ? » lui a demandé la représentante en ouvrant le compte et en y déposant l'argent.

« Je fais le ménage », lui a répondu Honewa. « J'ai sorti tout l'argent qui était caché. Avant, je n'osais jamais sortir de chez moi, mais maintenant je peux circuler librement comme je le souhaite (*Me klinim haus blo me nau. Me rausim olgeta money me haitim. Pastem me no save pilim free lo raun nambaut, nau me ken raun lo laik blo me nau*) ».

MiCash est sûr, souple et facile à gérer. Les personnes vivant en milieu rural ne sont ainsi plus obligées de faire des kilomètres et de payer des frais de transport pour aller à la banque ou au distributeur. Avec MiCash les personnes sans compte en banque pourront déposer et retirer de l'argent auprès des représentants locaux arborant l'enseigne MiCash. Les enseignants et autres fonctionnaires pourront recevoir leur salaire ou tout simplement transférer leurs fonds sur un téléphone portable.

excellente, ce qui montre que les clients de Nationwide considèrent MiCash comme un système bancaire sûr et sécurisé. La valeur moyenne d'une opération de dépôt MiCash est beaucoup plus élevée que la moyenne mondiale (125 dollars contre 37 dollars) selon GSMA, l'association des opérateurs mobiles et des sociétés connexes, dédiée au soutien de la normalisation, du déploiement et de la promotion du système de téléphonie mobile GSM.

Aujourd'hui, le solde moyen d'un portefeuille mobile MiCash est de 123 dollars. Ce montant est important compte tenu des obstacles à l'inclusion financière en Papouasie-Nouvelle-Guinée, où la Banque centrale a estimé que près de 90 % des habitants n'ont toujours pas accès aux services bancaires.

De plus, pour contribuer à l'expansion des services financiers inclusifs en Papouasie-Nouvelle-Guinée, la Banque de Papouasie-Nouvelle-Guinée a lancé en 2012, avec le soutien du PFIP, le projet *Financial Diaries* à Port Moresby. Le projet collecte des informations provenant des ménages à faibles revenus sur les flux de trésorerie, les sorties d'argent, les transferts de fonds, le troc en nature, les cadeaux et autres activités ayant une incidence sur les transactions financières. Ces données aideront la banque à favoriser le développement de politiques, produits et services financiers adaptés à l'importante population ayant un accès limité ou nul aux services bancaires.

Stratégies révolutionnaires d'inclusion financière 2

En 2012, les **Fidji** sont devenues le premier pays du Pacifique et l'un des rares pays au monde à élaborer un plan d'action national visant à relever le niveau de « compétences financières » de la population et fournir l'ensemble des qualifications nécessaires pour interagir avec succès avec l'économie monétaire et le système financier officiel, notamment pour les femmes et les hommes disposant de faibles revenus.

Les résultats d'une enquête auprès des ménages ont permis d'élaborer un cadre d'action au cours d'un atelier participatif à Suva, auquel ont assisté des intervenants du secteur public et privé, des ONG et de la communauté des

donateurs. L'évènement était organisé par la banque centrale des Fidji (*Reserve Bank of Fidji*) et le PFIP. L'objectif de l'étude était d'évaluer les compétences financières des ménages à faibles revenus aux Fidji et de bien cerner leurs activités et comportements en matière financière. L'objectif de ce cadre d'action est d'accroître la participation des citoyens des Fidji au système financier officiel.

Au **Vanuatu**, 81 % de la population n'a pas accès aux services financiers de base tels que les comptes d'épargne, les services de crédit ou d'assurance. Les parties prenantes se sont réunies à Port Vila en 2012 et ont convenu de travailler ensemble pour fournir, à l'horizon 2015, les services financiers adaptés et les connaissances correspondantes à 76 000 personnes jusque-là mal desservies au Vanuatu. L'atelier de stratégie en matière d'inclusion financière nationale, organisé par la banque centrale du Vanuatu (*Reserve Bank of Vanuatu*), a vu la participation d'un large échantillon de représentants du gouvernement, du secteur privé, des ONG et des partenaires de développement.

Ce rassemblement est parvenu à un consensus sur un programme d'action comprenant une stratégie en trois axes :

- Renforcement de la coordination nationale et suivi des progrès par la formation d'un groupe de travail multipartite sur l'inclusion financière nationale ;
- Conduite de recherches sur l'accès aux services financiers et la demande en la matière, en mettant l'accent sur la compétence financière et la micro-assurance et en étendant la portée aux femmes et aux jeunes ;
- Amélioration des connaissances financières et de la protection du consommateur en introduisant l'éducation financière à l'école et en renforçant la législation sur la protection du client et les pratiques du marché.

L'objectif de l'atelier était de préparer la stratégie d'inclusion financière à moyen terme pour Vanuatu. C'était la première manifestation de ce type dans le pays et la troisième dans le Pacifique, après les Fidji et les Îles Salomon, également soutenues par le PFIP.

⊕ Pour de plus amples informations sur le programme PFIP, voir www.uncdf.org/pfip et www.pfip.org

Le Timor-Leste investit dans la capacité de ses collectivités locales à fournir des services de base et à améliorer l'infrastructure locale, telle que ces toilettes publiques construites à Suco Riheu. En 2012 également, un nouveau partenariat en matière de microassurance a permis à 9 000 femmes du Timor-Leste de contracter une assurance vie pour protéger leurs moyens de subsistance. Deux compagnies d'assurance se sont jointes à l'UNCDF et à plusieurs autres partenaires, tels que l'OIT et le PNUD, pour mettre en place ce dispositif. Dans ce pays, de nombreux clients à faibles revenus n'avaient jamais entendu parler d'assurance vie avant le lancement de cette initiative.

© UNCDF/Salvador Antonio Alves

Le tout premier partenariat en matière de micro-assurance lancé aux Fidji et au Timor-Leste permet de préserver les moyens de subsistance

Protéger les familles pauvres contre les imprévus financiers

Le tout premier partenariat de micro-assurance du Pacifique a été lancé en 2012 aux **Fidji** entre une organisation communautaire et une compagnie d'assurance dans le « paradis caché » de Savusavu, sur l'île de Vanua Levu. L'ensemble de la communauté des 40 villages du district de Wailevu aura ainsi accès à un produit de micro-assurance de

En 2012, l'UNCDF a dépassé de 2,4 millions son objectif de servir 6 millions des clients actifs à travers les prestataires de services financiers dans lesquels il investit. Les ménages comptant en moyenne cinq membres, ceci représente un impact sur la vie de près de 42 millions de personnes.

La micro-assurance protège son entreprise après le décès de son mari

Mme Delfina gère une petite boutique à l'entrée du marché animé de Taibessi, à Dili, au Timor-Leste. En Juin 2012, elle a emprunté 3 500 dollars dans le cadre d'un nouveau programme de micro-assurance destiné à protéger les moyens de subsistance des femmes contre les frais de funérailles élevés. Deux mois plus tard, son mari, enseignant à l'école primaire, mourait soudainement d'un malaise cardiaque. « Il était en bonne santé, nous n'avons rien vu venir », a déploré madame Delfina.

Elle a informé sa compagnie d'assurance, Tuba Rai Metin, qui a traité sa demande et lui a versé une indemnité. Le paiement est effectué 30 jours après le décès, de sorte que l'argent est dépensé pour faire vivre la famille plutôt que de servir à payer la cérémonie des funérailles, qui est généralement très coûteuse au Timor-Leste. L'assurance a eu un impact positif : « Sans ce paiement, je n'aurais pas été en mesure de rembourser le prêt et mon entreprise aurait eu à faire face à de gros problèmes. Il est important d'être assuré parce que vous ne pouvez pas savoir ce qui peut vous arriver à vous ou à votre famille. Et c'est une grande aide lorsque vous êtes dans la détresse et la peine », ajouta-t-elle.

⊕ Pour de plus amples informations sur le travail de l'UNCDF au Timor-Leste, voir www.uncdf.org/timor-leste

la compagnie Life Insurance Corporation of India. Ce produit concerne les funérailles, qui peuvent atteindre des sommes très élevées aux Fidji, ceci afin d'aider les familles à faible revenu à régler ces frais importants. Pour 14 dollars par an, la famille d'un assuré recevra 1 000 dollars en cas de décès naturel et 2 000 dollars si le décès est accidentel.

Le **Programme de Finance inclusive au Pacifique** a facilité ce partenariat et a offert une assistance technique aux deux partenaires avec l'aide financière de l'Agence australienne pour le développement international (AusAID).

Préserver les moyens de subsistance des femmes grâce à l'assurance vie

Une autre action de micro-assurance a été lancée en 2012 au **Timor-Leste**, dans l'objectif de préserver les moyens de subsistance des femmes. 3 **Quelque 9 000 femmes à travers le pays** ont débuté l'année avec une assurance vie sur leur petite entreprise. L'assurance vie, jugée courante dans d'autres parties du monde, était un concept totalement nouveau pour les clients des institutions de microfinance du Timor-Leste. Les premiers produits de micro-assurance réglementés du pays ont été lancés par les sociétés Tuba Rai Metin et Moris Rasik avec le soutien de National Insurance Timor-Leste. Les produits ont été développés en partenariat avec le Fonds pour l'innovation en micro-assurance de l'OIT, avec le soutien du programme **Inclusive Finance for the Underserved Economy (INFUSE)**, une initiative de l'UNCDF en partenariat avec le PNUD, AusAID et le Gouvernement du Timor-Leste.

Une étude de marché exhaustive réalisée en septembre 2011 a permis de préparer un lancement réussi de ce produit. Dans cette étude, les clients indiquaient qu'ils souhaitaient une couverture à la fois pour l'emprunteur et son conjoint. Ils voulaient également désigner un bénéficiaire afin de s'assurer que tout paiement serait effectué selon les attentes du client.

Les produits de micro-assurance correspondent à des paiements ponctuels liés à de nouveaux emprunts, notamment pour les femmes emprunteuses. L'assurance sur un emprunt d'un an de 800 dollars coûte environ 10 dollars. Les paiements sont effectués lorsque le client ou le conjoint du client décède.

Si un emprunteur décède, le solde de l'emprunt sera annulé et sa famille recevra un versement, en fonction de la somme initiale empruntée, d'un montant minimum de 500 dollars. En 2012, Tuba Rai Metin a effectué trois remboursements d'assurance, deux à la famille d'un client décédé et le troisième à un client dont l'épouse était décédée.

Les subventions axées sur la performance soutiennent la bonne gouvernance et la réforme administrative en République démocratique populaire lao

La République démocratique populaire lao a fait des progrès significatifs dans la réduction du nombre d'habitants vivant en dessous du seuil de pauvreté en maintenant une gestion macroéconomique saine dans un contexte mondial difficile et en atteignant des niveaux élevés de croissance économique associés aux investissements étrangers directs. Cependant, des défis de taille subsistent. Les groupes aux revenus les plus élevés ont tiré des bénéfices démesurés de la croissance économique récente ; les dépenses de consommation nationales n'ont augmenté que pour les 20 % de population les plus riches au cours des 15 dernières années, entraînant une augmentation substantielle des inégalités. Environ 70 % de la population vit avec moins de 2 dollars par jour. Le pays a privilégié la bonne gouvernance comme condition nécessaire pour de meilleures prestations de services et un développement socio-économique plus équitable, en mettant l'accent sur l'administration locale.

L'UNCDF a été en première ligne pour promouvoir les conditions visant à renforcer l'administration locale en RPD lao depuis 2006, notamment grâce à son Fonds de développement des districts, ce qui améliore simultanément les moyens institutionnels et la prestation de services locale.

En 2012, l'UNCDF a poursuivi un programme visant à accompagner la réforme de l'administration publique du ministère laotien des Affaires intérieures. Ce travail a été réalisé en collaboration avec le PNUD à travers le programme **SCSD** (Renforcement des capacités et prestation de services des administrations locales), avec plusieurs objectifs clés : renforcement du contexte institutionnel et juridique de l'administration publique et de l'administration locale ; développement des prestations de services axées sur les OMD au niveau du district ; renforcement des capacités pour le développement des ressources humaines et la formation dans la fonction publique ; amélioration de l'engagement de la société civile en matière de gouvernance.

Dans le cadre du programme conjoint, les subventions globales axées sur la performance au niveau du district incitent à améliorer la performance globale liée à la mission de l'administration locale. Le Fonds de développement du district joue un rôle important dans la réalisation de ces objectifs.

Les ponts surélevés constituent une priorité pour les habitants du village de Xaisana, en RDP lao. L'amélioration des infrastructures, notamment des routes, permet aux habitants d'avoir accès aux services et de gagner de l'argent. L'UNCDF intervient en RDP lao à travers la composante District Development Fund de son projet Governance and Public Administration Reform for Strengthening Basic Service Delivery, dans le but de renforcer la capacité des collectivités locales à planifier et à mettre en œuvre des projets de développement bénéficiant aux communautés locales.
© Bouapha Souphatthone

Plus de 92 % des collectivités locales appuyées par l'UNCDF ont adopté des règles nationales relatives aux passations de marchés et/ou mené des audits financiers.

Dans le cadre de son projet Union Parishad Governance Project (UPGP), l'UNCDF accompagne le gouvernement du Bangladesh dans le renforcement des capacités de 400 Union Parishads (le plus petit échelon administratif local dans les zones rurales du pays) pour améliorer la gestion de leurs ressources et leur permettre de proposer des infrastructures et des services de base répondant aux besoins locaux.

© UNCDF/Suela Krifsa

Le programme SCSD est devenu opérationnel au second semestre 2012. Grâce à ce programme, le Fonds de développement du district a été renforcé avec le système de subventions basé sur la performance des districts, ces derniers étant censés fournir une base de suivi et d'analyse qui favorisera la bonne gouvernance. Le programme SCSD a également permis d'actualiser les lignes directrices des subventions globales des dépenses de fonctionnement. En l'espace de six mois, le programme SCSD a réussi la mise en œuvre d'un Fonds de développement du district actualisé dans 37 districts et a pris les mesures nécessaires pour leur fournir du capital et/ou des subventions globales de fonctionnement.

Le Fonds de développement du district a soutenu les transferts budgétaires décentralisés vers 37 des 144 districts de la RDP lao depuis 2006. Les capacités de l'administration locale ont été renforcées de façon visible, principalement parce que les activités du Fonds de développement du district étaient entièrement gérées par les administrations du district, et des locaux ont été fournis pour les différents secteurs, les dirigeants communautaire et les représentantes des femmes afin de participer aux décisions d'investissement ainsi qu'au suivi des progrès. Cette aide apportée aux administrations de district a permis de développer une culture où les gens reconnaissent le droit à des prestations de services équitables.

Toujours en 2012, le programme SCSD a permis de mettre en œuvre le projet auxiliaire de Cadre d'accélération de la réalisation des objectifs du Millénaire (MAF) en fournissant des subventions globales à 52 activités locales en matière de santé et d'éducation. Les subventions globales ont servi à financer des activités visant à accélérer la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement et ont été acheminées via le système de subventions globales des dépenses de fonctionnement (OEBG) de l'UNCDF.

Un examen indépendant du sous-projet MAF-OEBG à la fin 2012 a permis de constater des progrès dans la prestation de services publics et de déclarer que « l'une des leçons les plus importantes du MAF-OEBG a été sa capacité à obtenir des résultats conduisant à l'amélioration des prestations de services en faveur des pauvres, associée à l'amélioration de la capacité de l'administration locale en matière de services

de planification, de budgétisation et de suivi ». En 2013, l'OEBG sera déployé dans 53 districts de la RDP Lao.

⊕ Pour de plus amples informations sur le travail de l'UNCDF en RDP Lao, voir www.uncdf.org/lao-pdr

Nouvel outil pour évaluer le fonctionnement efficace de l'administration locale, présenté au Sommet Africités

Organisé par Cités et gouvernements locaux unis d'Afrique (CGLUA) tous les trois ans, le sommet 5 **Africités** attire près de 5 000 participants, notamment les principaux décideurs africains, des responsables politiques de haut niveau et des représentants des administrations locales du monde entier ainsi que des syndicalistes, des universitaires, des ONG et des OSC. Le 6e sommet Africités a eu lieu fin 2012 à Dakar, au Sénégal. Il était axé sur les politiques de développement local et de décentralisation.

La signature d'un protocole d'accord entre l'UNCDF et CGLUA, lors de la cérémonie de clôture du sommet, a été une étape importante qui a permis de souligner la pertinence des outils et des approches de l'UNCDF en tant que contributions essentielles au développement local. Parmi ces outils figure le **Système d'analyse financière et institutionnelle des collectivités (LOGFIDD)** présenté par l'UNCDF lors du sommet.

Présentation d'un outil de diagnostic pour le développement : LOGFIDD

Le LOGFIDD est à la fois une démarche et un outil qui permettent d'évaluer le bon fonctionnement des collectivités locales et de les accompagner dans la recherche de solutions appropriées quant à leurs modes de gestion et de gouvernance. Basé sur le diagnostic et l'analyse, le LOGFIDD sert à identifier les dysfonctionnements et les potentiels de la collectivité locale sur le plan économique, financier et organisationnel et à élaborer des solutions locales réalistes pour améliorer la gestion et la gouvernance locales. Il débouche sur un pacte local visant à améliorer la prestation de services de base.

Le LOGFIDD n'est pas le premier ni le seul instrument à mesurer la performance des collectivités, mais il adopte une approche holistique tout en se concentrant sur les aspects essentiels du fonctionnement des collectivités locales. Cet outil a été conçu de façon à ce que les entités rurales ou semi-urbaines de petite et moyenne envergure se l'approprient rapidement. Il se distingue par sa capacité à s'adapter à l'environnement des collectivités locales des pays les moins avancés.

⊕ Pour de plus amples informations sur le LOGFIDD, voir www.uncdf.org/logfidd

EFFICIENCE ET EFFICACITÉ : ÉVALUATION, TRANSPARENCE ET GESTION DES CONNAISSANCES

Il est indispensable de s'appuyer sur les connaissances issues de l'expérience du développement durable et de les partager pour accompagner le travail des partenaires en cette période de changement rapide. L'exploitation de ces connaissances, lorsque des initiatives d'assistance au développement existent et fonctionnent, permet d'offrir une assistance plus rentable et en phase avec une demande croissante, tout en améliorant l'impact et les résultats. La performance et l'efficacité permettant d'atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement sont directement liées à la façon dont les connaissances sont exploitées et partagées.

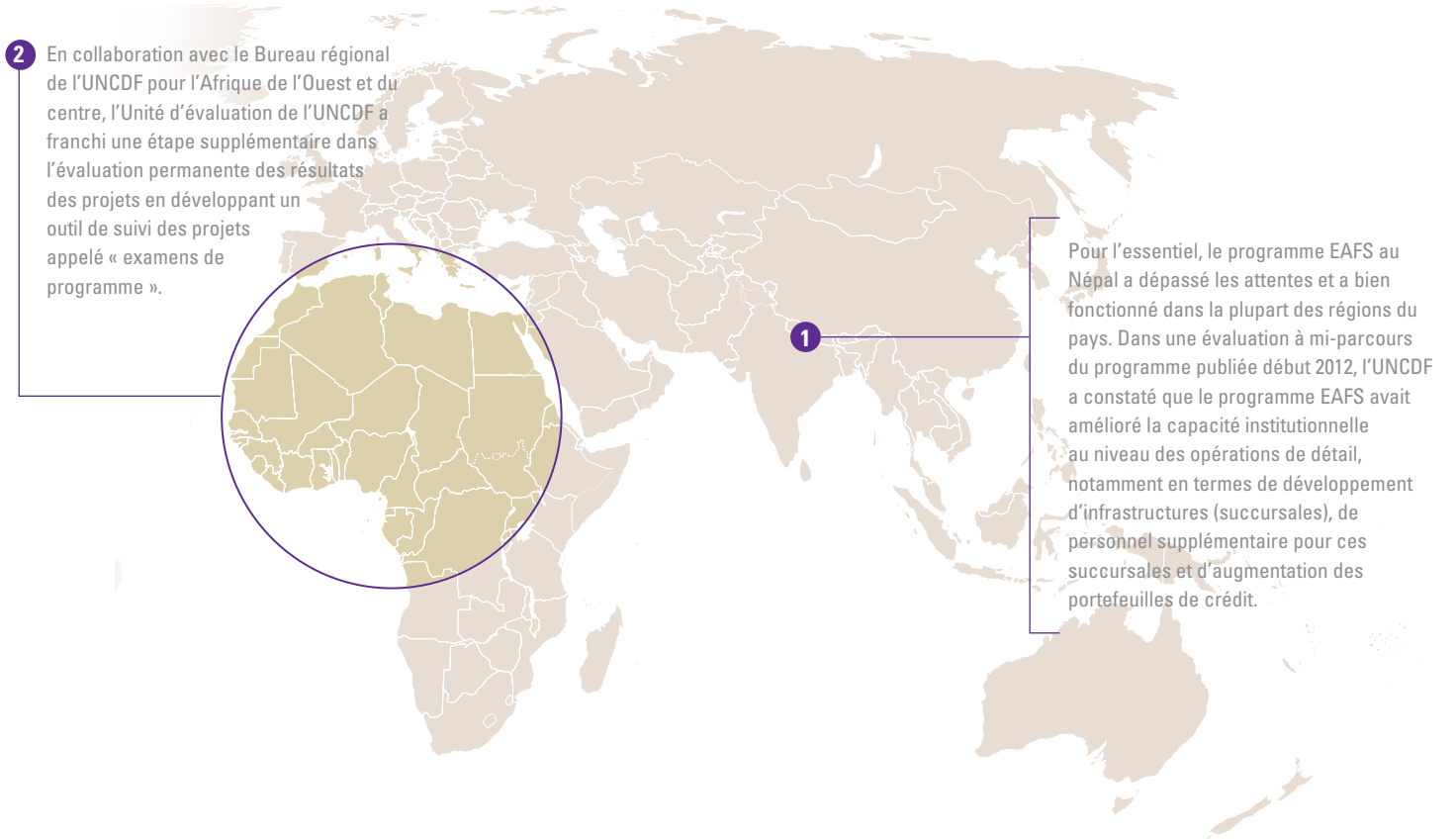
En 2012, l'UNCDF a poursuivi son engagement en matière d'évaluations internes et externes de ses programmes et activités, continuant à diffuser l'information et à promouvoir la gestion des connaissances de façon à ce que les informations acquises au sein de l'UNCDF soient accessibles et utiles à d'autres.

L'UNCDF demeure toujours pleinement attaché au principe de transparence et à son obligation de rendre des comptes vis-à-vis des contributions reçues des financeurs. Au cours des 18 derniers mois, l'UNCDF a poursuivi la mise en œuvre de l'Initiative internationale pour la transparence de l'aide. En 2012, il a publié une série d'informations sur ses projets de développement et ses réalisations.

L'UNCDF peut améliorer la vie des personnes en renforçant le secteur financier et en aidant les administrations locales à améliorer les infrastructures socio-économiques et la prestation de services de base.

Ces femmes de Saré Dao, au Sénégal, ont pu augmenter leurs revenus grâce à un projet de développement économique local appuyé par l'UNCDF. Les fonds alloués aux initiatives économiques et au renforcement des capacités ont permis de garantir l'efficacité et l'efficience de la gestion de leurs activités, comme la pêche.
© UNCDF/Sandra Simmet

GROS PLAN



Efficacité des performances et souplesse des interventions au Népal

Lorsqu'un acteur majeur s'est retiré du 1 **Programme d'amélioration de l'accès aux services financiers (EAFS)** au Népal, la capacité de l'UNCDF à réagir de façon souple et innovante a été mise à l'épreuve. Cela s'est passé juste avant la signature du document en 2008. Le financement prévu a chuté de façon spectaculaire, laissant moins de 10 % des fonds aux acteurs restants (UNCDF, PNUD et Nepal Rastra Bank) pour mener à bien le projet. La logique d'intervention a changé et les partenaires ont réévalué l'objectif du projet pour se concentrer sur la microfinance.

Pour l'essentiel, le programme EAFS a dépassé les attentes et a bien fonctionné dans la plupart des régions du pays, même si certains aspects du programme à échelle réduite n'ont pas rapporté tous les bénéfices escomptés. Par exemple, les subventions aux partenaires innovants n'ont pas favorisé le niveau d'innovation attendu. Dans une évaluation du programme à mi-parcours publiée début 2012[6], l'UNCDF a constaté que le programme EAFS avait amélioré la capacité institutionnelle au niveau des opérations de détail en termes de développement d'infrastructures (succursales), de personnel supplémentaire pour ces succursales et d'augmentation des portefeuilles de crédit. Une augmentation du nombre de clients a été constatée, notamment les femmes. L'expansion opérée par les prestataires de services financiers a permis d'atteindre des régions du Népal précédemment non desservies, ce qui a augmenté l'intérêt des prestataires à adapter leurs produits aux besoins des clients les plus isolés

6 Évaluation réalisée en 2011 et rapport final publié en 2012.

et les plus pauvres. Le taux du portefeuille à risque (PAR) a baissé. Des liens ont été noués entre groupes d'épargne et de crédit et prestataires de services financiers, qui ont piloté huit innovations dans ce domaine.

Le projet a contribué à la croissance de l'infrastructure, du portefeuille de crédit et de la clientèle fournissant une meilleure connaissance du marché de la microfinance, ce qui permettra de renforcer la pérennité des prestataires de services financiers sur le long terme.

Les accords avec les partenaires sont arrivés à leur terme en juillet 2012 pour le projet Népal EAFS. Le projet, quant à lui, s'achèvera début 2013. À son terme, il aura permis d'ouvrir plus de 160 succursales et de toucher plus de 280 000 personnes dans 64 des 75 districts du Népal durant ses deux années et demie de fonctionnement. EAFS a renforcé le savoir-faire technique et la confiance des institutions financières, et a permis de connecter plus de 3 000 groupes communautaires. Il a également permis d'améliorer les connaissances financières des populations pauvres du Népal, de former des formateurs, de produire des documents d'éducation à la finance, de s'engager dans une campagne d'information télévisée et d'élaborer une stratégie nationale de développement des compétences financières. Malgré un budget nettement moins élevé que prévu, le programme EAFS revu à la baisse au Népal a été un succès considérable, démontrant l'efficacité de l'UNCDF qui, avec moins de moyens, a réussi à faire plus.

⊕ Pour de plus amples informations sur le travail de l'UNCDF au Népal, voir www.uncdf.org/nepal

Communiquer sur les politiques et pratiques d'évaluation de l'UNCDF

L'évaluation est une priorité de longue date pour l'UNCDF, dont l'unité d'évaluation, qui relève directement du Secrétaire exécutif, est en place depuis 1996. Un total de 35 évaluations a été commandé depuis 2008, la plupart au niveau des projets.

En 2011, le Conseil d'administration a révisé la politique d'évaluation du PNUD à laquelle l'UNCDF participe. Cette politique énonce les principes directeurs, les normes et les concepts clés de l'évaluation au sein du PNUD, de l'UNCDF et du Programme des volontaires des Nations Unies. La politique, à son tour, s'appuie sur les normes et standards du Groupe des Nations Unies pour l'évaluation, un réseau professionnel de 46 bureaux d'évaluation dont l'objectif est de renforcer l'objectivité, l'efficacité et la visibilité de la fonction d'évaluation au sein du système des Nations Unies et de promouvoir l'importance de cette évaluation pour l'apprentissage, la prise de décision et la responsabilisation. L'indépendance, l'intentionnalité, l'impartialité, la qualité et l'utilité sont les principes les plus importants de ces normes.

En 2012, l'UNCDF s'est employé activement à faire connaître la politique d'évaluation à l'ensemble du personnel et aux parties intéressées. La politique d'évaluation définit des critères d'évaluation obligatoires pour l'UNCDF :

- Au moins une évaluation stratégique ou thématique par an en réponse aux priorités de l'organisation ;
- Évaluations intermédiaires ou finales des projets sélectionnés dans des domaines d'intérêt prioritaire pour les deux domaines d'intervention de l'UNCDF, le développement local et la finance inclusive ;
- Évaluation du projet lorsqu'un accord de partenariat l'exige ;
- Participation à l'évaluation de programmes communs conformément aux exigences des documents du programme approuvés.

Les évaluations de l'UNCDF comprennent (i) des évaluations thématiques ou stratégiques axées sur des projets multiples dans plusieurs pays, afin d'obtenir des résultats d'intérêt stratégique ou organisationnel au-delà du niveau des projets individuels, (ii) l'évaluation de programmes axés sur les interventions parallèles dans plus d'un pays et (iii) l'évaluation de projets axés sur des interventions simples dans un seul pays. Pour soutenir les principes de responsabilisation et de transparence, toutes les évaluations gérées par l'unité d'évaluation de l'UNCDF sont publiées sur le site Internet de l'UNCDF et sur le Centre de ressources de l'évaluation du PNUD — où sont également suivies les réponses officielles découlant des principales conclusions des dirigeants de l'UNCDF.

Depuis 2010, les évaluations de projet ont été conçues conformément à l'approche **SPIRE** (*Special Project Review Implementation Exercise*). Cette approche théorique de

l'évaluation énonce une série de questions communes d'évaluation en réponse à des logiques d'intervention standard pour chacun des domaines d'intervention. Ces questions d'évaluation sont développées dans une matrice d'évaluation qui énonce une série de sous-questions et des indicateurs que les consultants doivent utiliser pour construire et synthétiser leurs conclusions. Cette matrice est soumise à une validation externe pendant la phase de démarrage. L'utilisation d'un cadre d'évaluation standard vise à pouvoir comparer les résultats au sein du portefeuille et à assurer une norme minimale pour la qualité des données qui sous-tendent les conclusions d'évaluation plus larges.

En collaboration avec le Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest et centrale de l'UNCDF, 2 **l'Unité d'évaluation de l'UNCDF** a franchi une étape supplémentaire dans l'évaluation continue des résultats du projet en développant un outil de suivi du projet appelé « examen du programme ». Cet outil vise à soutenir une évaluation instantanée des performances selon les critères d'évaluation standards du CAD OCDE/ONU : la pertinence, l'efficience, l'efficacité, l'impact et la durabilité. Le résultat est un bref rapport fournissant aux décideurs et aux gestionnaires de programme une information actualisée sur le projet en cours et sur les performances du programme, structurée selon un optique d'évaluation. Outre l'évaluation standard des résultats du projet à un moment précis dans le temps, cela permet par exemple de s'assurer que la logique d'intervention du projet est toujours d'actualité ou que les résultats du projet seront durables dans le temps.

Les examens du programme sont généralement menés par le personnel des programmes de l'UNCDF avec la contribution de consultants externes spécialisés, si nécessaire. Ils ne remplacent pas les évaluations intermédiaires dans les cas où l'évaluation des performances validée en externe et les recommandations sur un changement de cap sont requises. En revanche, ils font partie des outils du Bureau régional lui permettant de gérer son portefeuille et l'aidant à auto-évaluer la probabilité que le projet atteigne ses résultats et la nécessité de changer de direction si nécessaire.

⊕ Pour de plus amples informations sur l'évaluation de l'UNCDF, voir www.uncdf.org/evaluations-assessments

Poursuivre l'engagement en faveur d'évaluations indépendantes

L'UNCDF a réalisé cinq évaluations externes de ses travaux en 2012 et a élargi la gamme des produits utilisés pour évaluer les programmes plurinationaux. Dans le cadre de son évaluation périodique indépendante, les cinq évaluations réalisées comportaient les points suivants :

- Examen externe du portefeuille de l'ensemble des programmes de financement inclusif et d'investissement de l'UNCDF ;
- Évaluation intermédiaire du programme **MicroLead** ;
- Évaluation finale du **Programme d'Appui à l'Émergence d'un Secteur Financier Inclusif (PAE/SFI)** en République centrafricaine ;
- Évaluation finale du **Programme d'Appui à la Lettre de Politique Sectorielle Microfinance (PALPS)** au Sénégal ;
- Évaluation intermédiaire du **Programme de soutien au gouvernement provincial (PGSP)** des Îles Salomon.

Toujours en 2012, l'UNCDF a étendu la gamme des produits d'évaluation qu'il utilise, commandant deux évaluations de programmes plurinationaux dans le domaine des services financiers aux jeunes, à savoir le programme YouthStart et le programme GELD (Développement local équitable entre les sexes) en Afrique. Cela s'est ajouté à l'engagement continu de l'UNCDF vis-à-vis des évaluations de projets dans le cadre de l'approche SPIRE et des évaluations thématiques périodiques conformément à sa politique d'évaluation.

En 2012, l'UNCDF a intégré de façon proactive une dimension sexospécifique à ses processus d'évaluation, comme le recommande le Groupe d'évaluation des Nations Unies dans ses recommandations sur le genre et les droits de l'homme et en conformité avec la Stratégie de l'UNCDF sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (2012-2017). L'expertise en matière d'égalité entre les sexes a été intégrée parmi les exigences de sélection des consultants, les questions d'égalité ont été intégrées dans des matrices d'évaluation et les modèles de rapports exigent désormais l'utilisation de données ventilées par sexe, chaque fois que possible.

L'examen du portefeuille de finance inclusive de l'UNCDF a permis de conclure que ce portefeuille était conforme

à sa mission vis-à-vis des PMA et à l'objectif stratégique de l'UNCDF de travailler dans des environnements dits « difficiles ». Les programmes de pays et les initiatives thématiques mondiales ont également été jugés très pertinents. À l'avenir, il a été recommandé à l'UNCDF de mieux différencier sa programmation entre les PMA à haut risque, où l'organisation peut tirer profit de son avantage de « premier arrivé », et des marchés plus matures où l'approche de l'UNCDF pourrait être davantage axée sur des marchés spécifiques tels que l'épargne ou la jeunesse. Les systèmes de gestion de l'UNCDF pour la supervision, le suivi et les rapports en matière d'investissements ont été jugés généralement solides, mais il a été recommandé qu'une meilleure information soit fournie aux acteurs externes sur les progrès de mise en œuvre et les enseignements tirés. L'examen a également permis de recommander à l'UNCDF de remanier le modèle de financement pour ses programmes sectoriels de pays, afin d'améliorer le poids du financement et permettre une meilleure participation à la mise en place et à la gouvernance de structures de fonds d'investissement viables.

En termes de performances au niveau global, les résultats du portefeuille de finance inclusive ont été jugé satisfaisants. La contribution de l'UNCDF a été particulièrement saluée lorsque des programmes ciblaient le développement rural, le développement de nouveaux produits destinés aux femmes et de nouveaux mécanismes de transmission (par exemple, la banque électronique). Dans son travail de soutien des réformes au niveau macroéconomique et dans les pays où les stratégies nationales de finance inclusive et la législation sont déjà en place, l'examen du portefeuille a permis de recommander un ciblage plus direct d'un certain nombre de sujets stratégiques par l'UNCDF, en s'appuyant par exemple sur les récents travaux de l'organisation sur la protection du client ou l'éducation/la sensibilisation financière. Une meilleure intégration du programme de pays de l'UNCDF et des approches thématiques globales a également été recommandée.

En ce qui concerne le développement du programme et sa reproduction, les évaluations ont souligné la nécessité d'améliorer les mécanismes destinés à faire connaître et diffuser les résultats des travaux novateurs afin de mieux soutenir les objectifs plus larges de l'UNCDF en matière de réforme stratégique et d'utilisation de capitaux d'investissement supplémentaires pour les systèmes de finance inclusive dans les PMA.

⊕ Tous les rapports d'évaluation de l'UNCDF sont disponibles à l'adresse www.uncdf.org/evaluations-and-assessments

Très bonnes notes de l'UNCDF aux évaluations externes

En 2012, **l'évaluation multilatérale australienne (AMA)** a classé l'UNCDF parmi les organismes les plus efficaces des Nations Unies. L'AMA est un programme du gouvernement australien qui évalue l'efficacité des organisations multilatérales auxquelles l'Australie participe pour atteindre ses objectifs en matière d'aide, comprenant les organismes des Nations Unies, les fonds mondiaux et les banques multilatérales de développement.

L'AMA évalue les données en fonction de 30 critères liés aux performances de l'organisme multilatéral, notamment : en démontrant que les résultats humanitaires ou de développement sont conformes à sa mission ; en mettant l'accent sur les questions transversales, notamment l'égalité entre les sexes, l'environnement et les personnes handicapées ; en comblant les lacunes en matière de stratégie ou de connaissance et en développant des approches novatrices. L'UNCDF a obtenu une note satisfaisante ou élevée dans 29 de ces 30 catégories en 2012. Une seule note non satisfaisante a été obtenue concernant la transparence de l'allocation des ressources, bien que l'AMA ait souligné qu'une forte dépendance à l'égard des fonds affectés limite la capacité de l'UNCDF à atteindre l'objectif de performance pour ce paramètre.

Cette reconnaissance fait suite au classement de l'UNCDF en 2011 par **l'indice SmartAid de la Microfinance (SmartAid)** en tête des organisations de développement engagées dans la microfinance[7]. Selon SmartAid, « l'UNCDF a comme orientation claire de repousser les frontières de la finance inclusive dans certains des marchés les plus

7 L'UNCDF a obtenu 83 points sur 100, soit la note la plus élevée parmi les organismes participant à SmartAid 2009 et SmartAid 2011.

Dans le même esprit et en vue de créer de nouvelles opportunités pour les populations pauvres des PMA, l'UNCDF compte renforcer ses interventions dans les domaines de l'inclusion financière et du financement du développement local en utilisant davantage les technologies d'information et de communication comme infrastructures d'appui au développement du 21ème siècle.

difficiles. […]. Il est bien placé pour formuler et tester de nouvelles initiatives. […] L'UNCDF manifeste une volonté exemplaire d'améliorer la qualité de ses systèmes de même qu'une aptitude remarquable à répondre aux recommandations faites par SmartAid ou d'autres évaluations internes ou externes. »

⊕ Le rapport 2011 sur l'UNCDF de l'indice SmartAid pour la microfinance est disponible à l'adresse www.uncdf.org/smartaid

⊕ Le rapport d'évaluation multilatéral australien 2012 sur l'UNCDF est disponible à l'adresse www.ausaid.gov.au/partner/Documents/uncdf-assessment.pdf

Améliorer l'accès au « capital de connaissances »

L'UNCDF a accumulé un capital de connaissances considérable après de nombreuses années d'intervention dans 40 des 49 pays les moins avancés au monde. Selon l'UNCDF, ces connaissances font partie du domaine public : il s'agit de ressources que les gouvernements et les professionnels du développement du monde entier doivent pouvoir consulter, utiliser et soumettre à discussion. Le service Gestion des connaissances, stratégie et plaidoyer, créé en 2011 au siège de l'UNCDF à New York, dirige les actions de synthèse, de présentation et de diffusion de ces connaissances pour tous, tout en améliorant l'apprentissage et l'impact organisationnels de l'UNCDF.

L'UNCDF vient de concevoir et de tester une plateforme Web afin d'échanger des connaissances et de faire progresser la bonne gouvernance. Cette technologie permettra aux utilisateurs de partager leurs connaissances sur le financement du développement local. Le site « **Local Development Academy** » est un portail en ligne novateur qui sera alimenté par des experts en financement du développement local. À l'image des connaissances qu'il renferme, ce portail est conçu comme un bien collectif grâce auquel l'UNCDF souhaite partager son expérience et son savoir-faire et apprendre des autres, en retour.

L'investissement se poursuit dans l'**Intranet MyUNCDF**, outil institutionnel de l'UNCDF destiné au partage des connaissances et à la gestion des documents. L'outil est bilingue, convivial et dispose d'une fonction de chat facilitant l'échange d'informations utiles entre les membres du personnel.

Toujours en 2012, l'UNCDF a poursuivi son travail de codification et de partage des connaissances techniques via l'élaboration de publications sur des thèmes choisis, dans les domaines de la finance inclusive et du financement du développement local. Le PNUD et l'UNCDF ont produit conjointement une publication intitulée « **Local Government and Social Protection** » (L'administration locale et la protection sociale). L'UNCDF a également publié « **Procurement for Local Development – A Guide to Best Practice in Local Government** » (Les achats au service du développement local : guide des bonnes pratiques dans l'administration locale) et a mis au point un document d'orientation CleanStart afin de fournir un guide méthodologique pour élargir l'accès à l'énergie propre pour les pauvres et les micro-entrepreneurs à travers la microfinance et une chaîne de valeur de l'énergie renforcée. En outre, plusieurs synthèses ont illustré les enseignements du projet YouthStart.

⊕ Les dernières publications de l'UNCDF sont disponibles à l'adresse www.uncdf.org/practitioners-guides

Améliorer la transparence lors de la diffusion d'informations sur l'aide

L'UNCDF a publié des informations sur l'aide en octobre 2012 au **registre de l'Initiative internationale pour la transparence de l'aide (IITA)**. Cela permettra au public de voir comment l'argent de l'aide a été dépensé et aux gouvernements des pays partenaires d'avoir une vision plus claire de ce qu'il se passe dans leur pays.

L'UNCDF s'est engagé à être transparent et à rendre compte de toutes les contributions qu'il reçoit. En étant fidèle à ces principes, l'UNCDF peut être plus efficace dans son travail et susciter des changements réels dans la vie des gens, en renforçant le secteur financier pour le rendre plus accessible et en aidant les administrations locales à améliorer l'infrastructure socio-économique et la prestation de services de base.

La publication selon la norme internationale, commune et ouverte de l'IITA rendra cette information beaucoup plus facile à trouver, à utiliser et à comparer. En retour, les bailleurs de fonds et les gouvernements des pays en développement pourront planifier et gérer plus efficacement les ressources et optimiser leur impact sur la réduction de la pauvreté. Cela aidera également les parlements, les organisations de la société civile et les citoyens des pays donateurs et des pays bénéficiaires à responsabiliser leur gouvernement quant à l'utilisation de l'aide.

L'UNCDF a rejoint l'IITA en novembre 2011, lors du quatrième Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide (HLF4) à Busan, renforçant ainsi l'engagement de l'organisation vis-à-vis de la transparence et de la responsabilisation. Parmi les membres de l'IITA figurent notamment la Banque mondiale, le Programme des Nations Unies pour le développement, la Commission européenne, le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme ainsi que plusieurs pays donateurs dont l'Australie, le Canada, le Danemark, les Pays-Bas, l'Espagne, la Suède, les États-Unis et le Royaume-Uni. 92 organisations ont publié leurs données au registre de l'IITA.

⊕ Pour de plus amples informations sur la contribution de l'UNCDF au registre de l'Initiative internationale pour la transparence de l'aide (IITA), voir www.uncdf.org/iati

À Juba, au Soudan du Sud, cette femme, propriétaire d'un salon de coiffure et cliente de Finance South Sudan Ltd (l'un des bénéficiaires de MicroLead), lave les cheveux d'une de ses clientes. À Souk Libya, le programme MicroLead de l'UNCDF prête à ses clients des sommes d'argent modiques pour les aider à développer leur commerce et leur permettre de disposer d'un petit revenu familial.

© Finance South Sudan Limited/Emma Kandelaars

Malgré les pressions sur les budgets de développement suite à la crise financière, l'UNCDF a pu accueillir avec satisfaction la contribution de nouveaux partenaires de développement en 2012. Il a également vu les donateurs actuels augmenter leur financement et a renforcé son partenariat avec des fondations privées comme la Fondation MasterCard ou la Fondation Bill & Melinda Gates.

Au cours des cinq dernières années, les dons à l'UNCDF ont augmenté régulièrement, avec un nombre croissant de donateurs d'origines diverses ainsi que des contributions significatives en provenance des entreprises. Les partenariats public-privé ont joué un rôle important dans les actions visant à réduire la pauvreté en promouvant les services financiers pour les populations pauvres et le financement public pour le développement local, soulevant un intérêt croissant chez les investisseurs qui souhaitent non seulement assurer la rentabilité de leurs fonds mais aussi améliorer leur responsabilité sociale et environnementale.

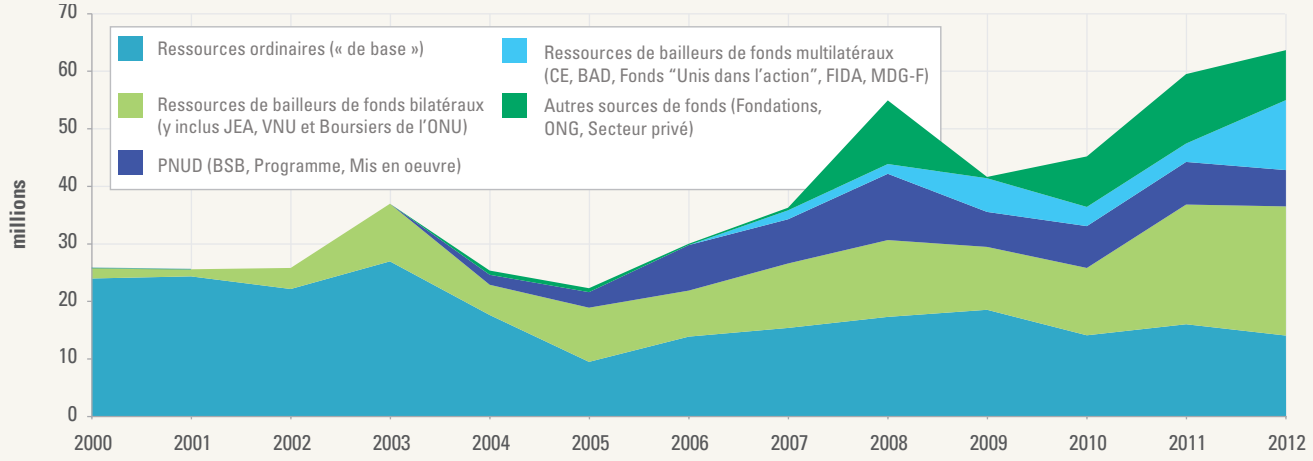
En 2012, les ressources de l'UNCDF ont atteint leur niveau le plus élevé depuis 20 ans, poursuivant depuis 2006 une croissance forte mais équilibrée tant en termes de revenus que de dépenses.

En 2012, les ressources totales ont continué de croître, avec près de 55 millions de dollars contre 52,5 millions en 2011 et 22 millions cinq ans auparavant. La base des donateurs de l'UNCDF a également continué à se diversifier en 2012, avec 36 donateurs contre 33 en 2011. Cinq années auparavant, on en dénombrait 20.

En 2012, parmi la contribution des donateurs aux ressources de l'UNCDF, 10 millions de dollars provenaient de six grandes fondations et entreprises du secteur privé, soit 17 % du revenu total. Cette année-là, les huit principaux donateurs de l'UNCDF ont été la Suède, la Fondation MasterCard, le Fonds « Unis dans l'action » (multidonateurs), la Belgique, la Commission européenne, la Norvège, le Luxembourg et l'Australie.

Les autres ressources (contributions affectées) ont atteint un niveau record de 38,9 millions de dollars en 2012, soit une augmentation de 15 %, par rapport aux 33,9 millions de dollars de 2011. Les autres ressources ont augmenté de façon spectaculaire (plus de 300 % au cours des six dernières années) et devraient continuer de croître en 2013. Les ressources de base ont atteint 14,5 millions de dollars en 2012, en adéquation avec les années antérieures mais encore

RESSOURCES DE L'UNCDF 2000 - 2012



bien en deçà des 25 millions de dollars, seuil minimum jugé nécessaire pour soutenir les activités de l'UNCDF dans les 40 pays les moins avancés.

Ce seuil minimum était l'un des thèmes prospectifs examinés lors de la première réunion des Consultations des parties prenantes sur les scénarios prospectifs de l'UNCDF, organisées à la demande du Conseil d'administration et commencées fin 2012. Les parties prenantes ont reconnu qu'un niveau minimum de 25 millions de dollars de ressources de base serait nécessaire pour maintenir les programmes de l'UNCDF dans au moins 40 PMA.

En ce qui concerne le financement de base, une présentation de l'UNCDF aux Consultations des parties prenantes a permis d'expliquer que ce niveau minimum était fondé sur un plan d'investissement soigneusement préparé, couvrant 40 pays les moins avancés et s'appuyant sur le modèle économique de prestation d'interventions évolutives de l'UNCDF conformément à sa mission d'investissement et sur une forte capacité technique dans les environnements les plus difficiles et risqués du monde, où les besoins sont les plus élevés. Compte tenu de ses bonnes performances et de la pertinence de ses domaines d'intervention pour le cadre de développement post-2015, l'UNCDF est convaincu que l'augmentation nécessaire des ressources de base par rapport aux niveaux actuels peut être atteinte, soit environ 10 millions de dollars par an, ce qui permettrait à l'UNCDF de continuer de bénéficier de montants substantiels de ressources supplémentaires provenant de sources publiques et privées au profit des PMA.

En outre, les Consultations ont dégagé un certain nombre d'alternatives pour satisfaire aux exigences croissantes de financement de l'UNCDF, y compris une politique de recouvrement des coûts plus flexible et des mécanismes de financement novateurs en liaison avec le mandat de l'UNCDF en matière d'investissement.

L'UNCDF s'est félicité du soutien continu des généreux donateurs et a lancé plusieurs nouveaux partenariats en 2012, dont un partenariat multiprogramme novateur

Les Consultations des parties prenantes relatives aux scénarios prospectifs de l'UNCDF définissent un objectif commun

L'UNCDF offre une combinaison unique de capitaux de d'amorçage et d'assistance technique afin de promouvoir une croissance durable et solidaire dans les pays les moins avancés. Les programmes de **financement du développement local** renforcent la gestion des finances publiques afin d'améliorer l'investissement dans les infrastructures et la prestation de services de base par l'administration locale. Les programmes de **finance inclusive** permettent d'améliorer l'accès des populations pauvres et des petites entreprises aux services financiers, notamment à l'épargne, au crédit, à l'assurance et aux transferts de fonds.

Conformément à la décision 2012/12 du Conseil d'Administration, l'UNCDF a investi dans l'écoute et l'apprentissage afin de pérenniser sa contribution en matière de réduction de la pauvreté. Toutes les parties prenantes, aussi bien les donateurs que les partenaires du secteur privé, partagent le même objectif de réduction de la pauvreté. L'UNCDF a lancé des consultations multipartenaires pour renforcer et pérenniser les relations avec ses partenaires.

Ces consultations ne se sont pas limité à de simples débats, mais ont offert l'occasion de faire comprendre aux partenaires les interventions futures de l'UNCDF. Ce processus a également permis à l'UNCDF d'en savoir plus sur la façon dont les partenaires extérieurs voient les projets d'avenir de l'organisation ainsi que les risques qui en découlent, les impacts, les opportunités et les mesures d'atténuation. « Être à l'écoute des préoccupations et des commentaires des parties prenantes peut être une source d'information précieuse, qui peut améliorer nos résultats et, en fin de compte, la rentabilité des résultats de développement », a déclaré Marc Bichler, Secrétaire exécutif de l'UNCDF.

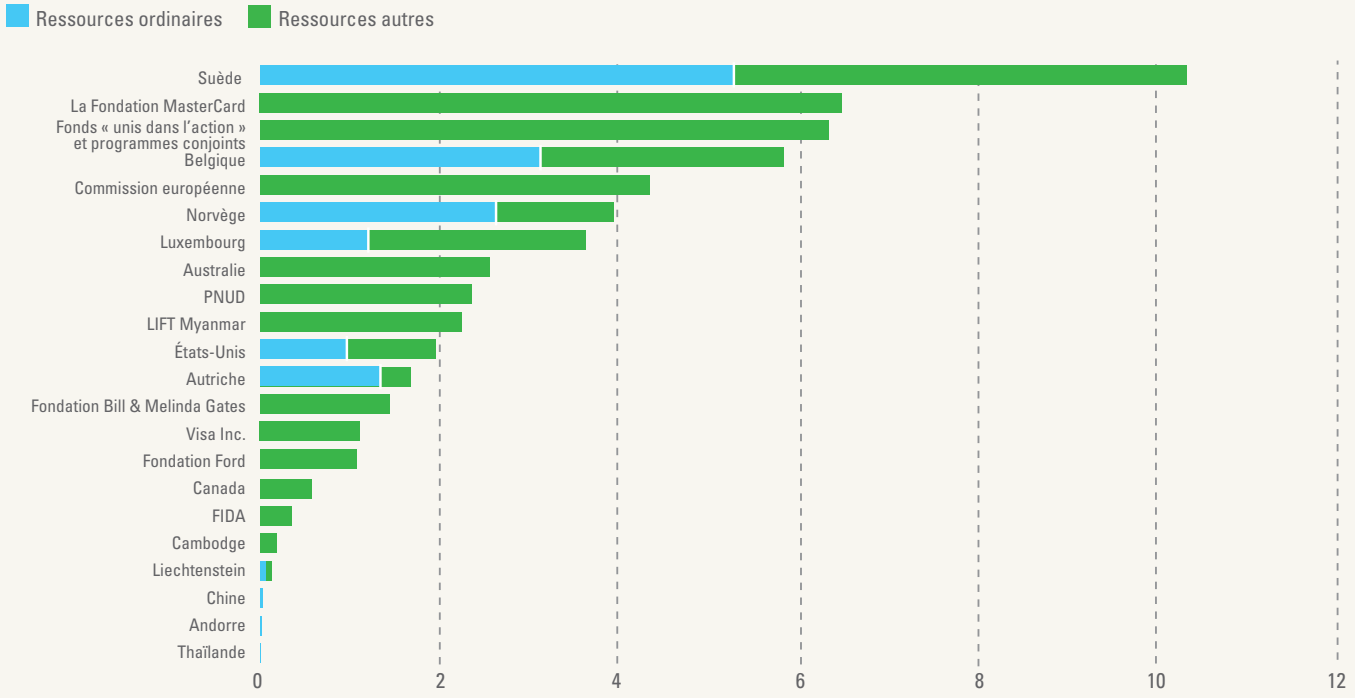
de 16 millions de dollars avec l'Agence suédoise de coopération internationale au développement (Sida) qui offre un maximum de flexibilité à l'UNCDF pour approfondir ses avantages comparatifs liés au développement durable et à la croissance inclusive dans sept de ses programmes globaux. Connu sous le nom de « *Partnership Framework for Inclusive Growth and Sustainable Development* » (PFIS), ce partenariat a également permis d'attirer des contributions de l'Autriche et de la Norvège au programme global CleanStart.

En tant qu'organisme chef de file des Nations Unies pour la promotion des systèmes financiers inclusifs, l'UNCDF a été sollicité en 2012 pour accueillir le secrétariat de l'initiative *Better Than Cash Alliance*, qui apporte son expertise de la transition vers les paiements électroniques afin d'atteindre les objectifs d'autonomisation des personnes et de croissance des pays émergents. Lancé avec un financement initial de 13,78 millions de dollars et une augmentation prévue à 38 millions de dollars une fois entièrement financée, l'initiative *Better Than Cash Alliance* est financée par la Fondation Bill & Melinda Gates, Citi, la fondation Ford, Omidyar Network, l'UNCDF, l'Agence américaine pour le développement international (USAID) et Visa Inc.

En 2012, l'UNCDF a également élargi sa collaboration et son partenariat avec l'Australie, la Belgique, le Danemark, la Commission européenne, le Luxembourg, la Norvège, la Suisse, le Royaume-Uni et les États-Unis, qui en soutenant les programmes de finance inclusive et de financement du développement local de l'UNCDF, ont rejoint l'organisation dans la lutte contre la pauvreté et la promotion du développement durable.

CONTRIBUTEURS À L'UNCDF *(au 31 décembre 2012)*

(en millions de dollars des Etats-Unis)



ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

(en milliers de dollars des Etats-Unis)

	31 décembre 2012	1er janvier 2012
ACTIFS		
Actifs à court terme		
Argent comptant et équivalent	37 159	35 120
Investissements	38 777	32 960
Créances - Transactions non-échange	–	948
Créances - Opérations de change	279	438
Avances versées	1 966	2 865
Autres actifs courants	178	178
Total des actifs courants	78 359	72 509
Actifs non courants		
Investissements	13 366	7 554
Prêts aux fournisseurs de services financiers	3 207	4 816
Immobilisations corporelles	488	1 005
Total des actifs non courants	17 061	13 375
Total de l'actif	**95 420**	**85 884**
PASSIF		
Passif à court terme		
Comptes créditeurs et charges à payer	8 223	5 147
Avantages du personnel	2 033	1 696
Autres passifs courants	38	59
Total des passifs courants	10 294	6 902
Passifs non courants		
Avantages du personnel	15 302	13 255
Total des passifs non courants	15 302	13 255
Total du passif	**25 596**	**20 157**
ACTIF NET / SITUATION NETTE		
Réserves	24 600	24 600
Surplus accumulé	45 224	41 127
Total de l'actif net / situation nette	**69 824**	**65 727**
Total du passif et de l'actif net/ situation nette	**95 420**	**85 884**

ÉTAT DES RÉSULTATS FINANCIERS

(en milliers de dollars des Etats-Unis)

	31 décembre 2012
REVENUS	
Contributions volontaires	54 139
Revenues de placement net	367
Autres revenus	638
Total des revenus	**55 144**
DÉPENSES	
Services contractuels	7 226
Frais de personnel	16 026
Fournitures et consommables utilisés	567
Frais généraux d'exploitation	8 193
Subventions et autres transferts	16 727
Autres dépenses	1 517
Dépréciation	329
Charges financières	8
Total des charges	**50 593**
Excédent de la période	**4 551**

Les notes complémentaires font partie intégrante des présents états financiers.

ÉTAT DE VARIATION DES ACTIFS / SITUATION NETTES

(en milliers de dollars des États-Unis)

	Réserves	Surplus accumulé	Total de l'actif net / situation nette
Solde au 31 décembre 2011 (reformulé de UNSAS)	24 600	52 537	**77 137**
Ajustement des normes IPSAS pour les investissements		–	**–**
Ajustement des normes IPSAS pour les biens, installations et équipements		1 005	**1 005**
Ajustement des normes IPSAS pour avantages du personnel		(13 606)	**(13 606)**
Ajustement des normes IPSAS pour les recettes		1 171	**1 171**
Autres ajustements IPSAS	–	20	**20**
Solde au 1er Janvier 2012 retraité (IPSAS)	24 600	41 127	**65 727**
Variation de l'actif net / situation nette			
Fonds à des fins spécifiques (note 20)		775	**775**
Pertes actuarielles		(1 229)	**(1 229)**
Excédent de la période		4 551	**4 551**
Total de revenu constaté, dépenses et ajustements d'équité salariale	–	4 097	**4 097**
Solde au 31 December 2012	**24 600**	**45 224**	**69 824**

Les notes complémentaires font partie intégrante des présents états financiers

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS

UN CAPITAL DEVELOPMENT FUND

a. Mandat et objectifs

Dans ses résolutions 2186 (XXI) du 13 décembre 1966, 2321 (XXII) du 15 décembre 1967 et 3122 (XXVIII) du 13 décembre 1973, l'Assemblée générale a créé l'UNCDF en lui confiant le mandat de porter assistance aux pays en développement, « d'abord et avant tout aux pays les moins avancés » d'entre eux et de les aider « dans le développement de leur économie, en complétant les sources existantes en matière d'aide à l'équipement au moyen de dons et de prêts ».

En intervenant dans les pays les moins avancés et en exploitant pleinement son mandat d'investissement et ses instruments financiers souples, l'UNCDF a pour objectif de réduire la pauvreté et de progresser vers la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, en :

1. Augmentant l'accès des personnes pauvres et des petites entreprises à la microfinance ;
2. Améliorant la fourniture de services et d'infrastructures favorisant les pauvres à l'échelon local.

L'administrateur du PNUD est également directeur général de l'UNCDF. L'UNDCF rend compte au conseil d'administration du PNUD par l'intermédiaire de son directeur général.

b. Adoption des Normes comptables internationales pour le secteur public (IPSAS)

L'UNCDF a préparé ses états financiers conformément aux Normes comptables internationales pour le secteur public (IPSAS). Il s'agit des premiers états financiers annuels de l'UNCDF préparés conformément aux normes IPSAS et à certaines dispositions transitoires.

Avant le 1er janvier 2012, l'UNCDF préparait ses états financiers conformément aux Normes comptables du système des Nations Unies (UNSAS), ce qui nécessitait l'utilisation d'une méthode de comptabilité d'exercice modifiée.

Le 1er janvier 2012, l'UNCDF a adopté les normes d'information IPSAS. Le passage à une comptabilité d'exercice intégrale comme le prescrivent les normes IPSAS a provoqué des modifications significatives des politiques comptables ainsi que du type d'actifs, de passifs, de revenus et de dépenses reconnus et de leur évaluation. Ceci suppose une déconsolidation des états financiers du PNUD, l'UNCDF étant désormais considéré comme une entité séparée dans le cadre des normes IPSAS. L'état de la situation financière de l'UNCDF a subi des ajustements et des reclassements à partir du 31 décembre 2011 dans le cadre de l'UNSAS, pour son bilan d'ouverture IPSAS du 1er janvier 2012. L'adoption de l'IPSAS nécessitera la préparation d'états financiers annuels, ce qui n'était pas le cas dans le cadre de l'UNSAS.

c. Liquidités

Le montant des liquidités présenté dans le tableau 7 inclut les devises non convertibles suivantes (en milliers de dollars des États-Unis) ;

	2012
Argent comptant sur les comptes bancaires	15 469
Fonds du marché monétaire	21 690
TOTAL	**37 159**

d. Placements

La valeur comptable des placements en obligations et bons de caisse est de 52 millions de dollars, comme indiqué au tableau 8.

Maturité	Valeur au 1er janvier 2012	Achats	Maturités	Amortissement	Reclassement du long terme à court terme	31 décembre 2012
Court terme	32 960	25 709	(42 600)	(611)	23 319	38 777
Long terme	7 554	29 540	–	(409)	(23 319)	13 366
Total	**40 514**	**55 249**	**(42 600)**	**(1 020)**	–	**52 143**

e. Réserve opérationnelle

Lors de sa vingt-sixième session en 1979, le Conseil d'administration a approuvé la constitution d'une réserve opérationnelle égale à 20 % au moins du montant des engagements au titre des projets et du passif éventuel au titre des cautions données par l'UNCDF pour des prêts bancaires consentis à des gouvernements (à l'exclusion des engagements pris au titre des fonds d'affectation ponctuelle et de la participation aux coûts).

f. Contribution du PNUD aux ressources de programmes de l'UNCDF.

Au cours de l'année 2012 le PNUD a alloué 1,4 million de dollars à l'UNCDF conformément à la décision du Conseil d'administration 2007/34, cette allocation a été pleinement utilisée. En outre, 4,48 millions de dollars dans le budget d'appui biennal du PNUD ont été mis de côté pour les dépenses de gestion de l'UNCDF qui comprennent 3,5 millions de dollars pour financer dix-sept postes réguliers et 0,9 millions de dollars pour financer des dépenses de fonctionnement général. 88 % du budget total d'appui biennal a été utilisé. Les montants ont été dépensés par l'UNCDF, mais sont enregistrés et déclarés séparément par le PNUD.

INFORMATION SECTORIELLE

(en milliers de dollars des États-Unis)

	Ressources ordinaires	Partage des coûts	Fonds d'affectation spéciale	RSS*	Élimination	Total UNCDF
REVENUS						
Contributions volontaires	14 520	27 363	11 574	682		54 139
Revenus d'intérêt	206	110	51	–		367
Autres revenus	546	13	5	2 378	(2 304)	638
Total des revenus	**15 272**	**27 486**	**11 630**	**3 060**	**(2 304)**	**55 144**
DÉPENSES						
Services contractuels	2 939	2 544	1 586	157		7 226
Frais de personnel	9 371	3 348	1 470	1 837		16 026
Fournitures et consommables utilisés	411	51	104	1		567
Frais généraux d'exploitation	4 519	3 859	1 436	683	(2 304)	8 193
Subventions et autres transferts	5 146	6 648	4 933	–		16 727
Autres dépenses	1 299	93	53	72		1 517
Dépréciation	239	32	2	56		329
Autres revenus	8	–	–	–		8
Total des dépenses	**23 932**	**16 575**	**9 584**	**2 806**	**(2 304)**	**50 593**
Excédent / (déficit) pour la période	**(8 660)**	**10 911**	**2 046**	**254**	–	**4 551**

* RSS (services d'appui remboursables et activités diverses)

** Élimination - cet ajustement est nécessaire pour éliminer l'effet de recouvrement des coûts interne de l'UNCDF